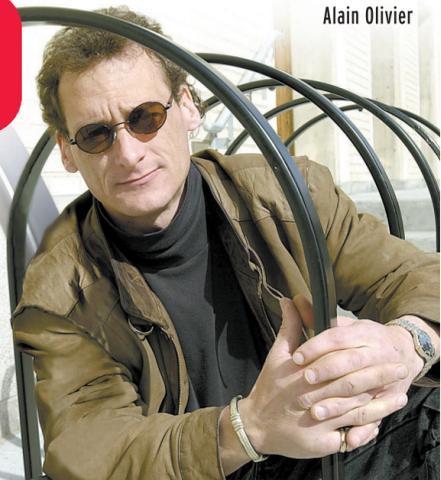




6 2
Baseball, Page S3



Alain Olivier

Sortie historique de **Chris Hadfield** dans l'espace
page A8

L'homme qui revient de loin
Nathalie Petrowski, page A5

MONTREAL LUNDI 23 AVRIL 2001 LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE 117^e ANNÉE > NO 180 > 76 PAGES > 6 CAHIERS 60 ¢ TAXES EN SUS EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ FLORIDE 1,75 \$ U.S.

Une ZLEA en 2005

Plaçant la démocratie au coeur de leurs préoccupations, les chefs de gouvernement des Amériques s'engagent à ouvrir leurs marchés d'ici quatre ans

GILLES TOUPIN
et VINCENT MARISSAL

QUÉBEC – Le rideau est tombé hier sur le III^e Sommet des Amériques avec les résolutions des 34 chefs d'État et de gouvernement réunis afin de faire fleurir sur tout le continent l'État de droit et la démocratie et de créer d'ici l'an 2005 une vaste zone de libre-échange (la ZLEA) qui devra profiter à ses 800 millions d'habitants.



La déclaration finale du Sommet, dite « Déclaration de Québec », « est importante », a commenté l'éloquent président argentin Fernando de la Rúa, « parce qu'elle affirme la volonté de faire de ce siècle le siècle des Amériques ».

Le président de la rencontre, le premier ministre Jean Chrétien, a déclaré que la ZLEA était « une composante essentielle » à la création d'une croissance durable où les avantages économiques seraient répartis de plus en plus équitablement. « Dans le cadre de ce Sommet, a-t-il dit lors de la cérémonie de clôture où les 34 leaders ont signé le document final, nous avons réaffirmé notre volonté collective d'établir et d'appliquer, d'ici 2005, des règles claires et prévisibles pour les échanges économiques au sein de l'hémisphère (occidental). »

Le président américain, George W. Bush, qui en était à sa première rencontre internationale depuis son élection, a affirmé hier qu'il était venu à Québec pour faire la promotion du libre-échange. Il a loué le solide partenariat qui s'est établi avec ses partenaires. « J'ai beaucoup écouté, a-t-il lancé. J'ai beaucoup appris. »

Une seule ombre aux



Alors que le président chilien Ricardo Lagos lui passe la plume, le premier ministre Jean Chrétien serre la main du président américain George W. Bush lors de la signature, hier, de la déclaration finale du Sommet des Amériques de Québec. Dans ce document, les 34 pays signataires se sont engagés à créer d'ici 2005 une vaste zone de libre-échange qui devra profiter aux 800 millions d'habitants de l'hémisphère occidental, tout en y favorisant le développement de l'État de droit et de la démocratie.

> Autres informations, pages A3 à A7
> Le Sommet des bonnes intentions, page A16

Voir 2005 en A2



PIERRE FOGLIA
AU SOMMET

Ce n'est qu'un au revoir

QUÉBEC — Du verre, des gravats, des bouts de clôture renversés, des pavés arrachés... coin Scott et Prévost, à deux pas du Grand Théâtre, c'était un peu Beyrouth dimanche matin. Bon, peut-être que j'exagère, n'empêche que les résidents qui habitent les vieilles maisons de bois des rues Scott et De Lorne vous diront qu'ils ont vécu deux jours et deux nuits d'enfer. Le balcon de Mme Rachel Talbot donne quasiment au-dessus de la clôture, là où les hostilités ont commencé vendredi, un des points les plus chauds de la ville. Sur son balcon, Rachel se sentait comme une tranche de bacon dans la poêle...

« J'en ai rien à foutre de leur Sommet, vous comprenez, je suis une petite fonctionnaire sans histoire... Au début Rachel s'en est pris aux manifestants. Elle est descendue parmi eux : « Arrêtez, je suis une résidente du quartier, avec vos folies on ne peut même pas sortir de nos maisons pour aller au dépanneur. Ma petite voisine qui est enceinte est tellement malade des gaz qu'elle a peur de perdre son bébé, on a beau calfeutrer portes et fenêtres, on est complètement enfumées, arrêtez c'est invivable ». Mais à la fin, Rachel en avait surtout contre la police : « C'est incroyable le nombre de grenades qu'ils ont tirées pour rien, sur des manifestants ni nombreux, ni même menaçants... »

Sur la rambarde d'un perron voisin, un matou prenait le frais. J'allais le flatter quand la fenêtre s'est ouverte : « N'y touchez pas monsieur, son poil est plein de cette saleté, vous allez vous en mettre partout ».

Et lui alors ? Ça ne lui fait rien ? Non, c'est curieux, mais c'est comme ça, il se lèche et tout, pas de problème. Vous êtes journaliste ? Savez-vous combien de temps encore cette fumée-là va rester dans l'air ?

Je croyais que la petite pluie qui tombait sur Québec hier matin

Voir AU REVOIR en A2

Ménard satisfait du travail de la police

400 arrestations, peu de casse, mais une facture qui pourrait s'élever à 100 millions



MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Près de 400 arrestations, 181 blessés dont 162 parmi les manifestants et 19 chez les policiers, moins de 50 000 \$ de dommages... et une facture de sécurité qui pourrait atteindre les 100 millions : tel est le premier bilan dressé hier par les autorités de la bagarre de rues de trois jours qui a ponctué ce controversé Sommet des Amériques.

Visiblement soulagé — il avait laissé tomber la veste pour sa conférence de presse —, le ministre de

la Sécurité publique, Serge Ménard, a loué le travail des policiers et affirmé qu'on ne pouvait leur reprocher aucun acte de brutalité malgré la présence d'un millier de radicaux « remarquablement organisés » venus selon lui à Québec pour en découdre avec les forces de l'ordre.

« Je crois sincèrement que le Québec cette fois-ci a établi de nouveaux standards de conduite policière pour de pareilles manifestations au niveau mondial, a-t-il lancé. Je pense que nous pouvons dire : mission accomplie. »

Les accusations de brutalité et de tactiques injustifiées formulées un peu plus tôt par la Ligue des droits et libertés n'ont guère ébranlé Serge Ménard. « On peut discuter des moyens qui ont été utilisés,

la Sécurité publique, Serge Ménard, a loué le travail des policiers et affirmé qu'on ne pouvait leur reprocher aucun acte de brutalité malgré la présence d'un millier de radicaux « remarquablement organisés » venus selon lui à Québec pour en découdre avec les forces de l'ordre.

« Je crois sincèrement que le Québec cette fois-ci a établi de nouveaux standards de conduite policière pour de pareilles manifestations au niveau mondial, a-t-il lancé. Je pense que nous pouvons dire : mission accomplie. »

Les accusations de brutalité et de tactiques injustifiées formulées un peu plus tôt par la Ligue des droits et libertés n'ont guère ébranlé Serge Ménard. « On peut discuter des moyens qui ont été utilisés,

Voir MÉNARD en A2

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	cahier B	Feuilleton	D10
Arts	cahier C	Forum	A17
- horaire spectacles	C6	Horoscope	E6
- horaire télévision	C2	Le monde	A12-A15
- cinéma maison	C3	Loteries	A2, A13
Auto	D11-D16	Mots croisés	D10, S10
Bandes dessinées	D10	Mot mystère	D10
Boisvert Yves	E1	Petites annonces	
Bridge	E7	- immobilier	E4, E5
Décès	E7	- marchandises	E5
Économie	cahier D	- emplois	E5
Éditorial	A16	- automobile	E5, E6
Êtes-vous observateur	E4	- affaires	D4
		Quoi faire	D17
		Têtes d'affiche	E3

MÉTÉO Voir page S16
Ciel variable en après-midi
Maximum 21, minimum 8



6 21924 98765 1

DEMAIN DANS LA PRESSE

Baskets en ville !

Baskets, sneakers, running, espadrilles, tennis, pompes, godasses : autant de mots pour parler de l'accessoire mode le plus branché du nouveau millénaire. Adieu l'époque où seuls les sportifs chaussaient les espadrilles. Porter des souliers de sport à la ville est aujourd'hui ultra tendance. Même des labels de prestige comme Prada Sport, DKNY Active et Polo Sport s'introduisent subtilement dans le créneau sport actif. Résultat : la frontière entre la ville et le sport s'amincit, ce qui donne lieu à des modèles hybrides. Que l'on soit écolo, techno, rétro ou skater, on trouve toujours chaussure à son pied.



À lire demain dans le cahier Actuel.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6972

Quoi faire aujourd'hui
quoifaire@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et Professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911
abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

LOTÉRIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : **8-1-6** > À quatre chiffres : **9-0-4-3**

SUITES DE LA UNE

2005

Suite de la page A1

réjouissances d'hier, la dissension du Venezuela et de son président Hugo Chavez, pour des motifs techniques, sur la clause démocratique et l'échéance de 2005 en ce qui concerne la ZLEA.

Au-delà des grands principes, les pays des Amériques se sont donné les moyens de faire progresser leurs idéaux de démocratie grâce à l'engagement des Banques interaméricaine de développement et mondiale (BID et BM) de dégager entre 52 et 56 milliards US sur cinq ans pour aider l'Amérique latine à rattraper son retard sur les pays du Nord.

« Il faut mettre l'homme au centre de nos actions », a encore affirmé le président De la Rúa qui a pris la parole après M. Chrétien en tant que président du prochain Sommet des Amériques, qui aura lieu dans trois ans en Argentine. La Déclaration de Québec insiste d'ailleurs sur l'interdépendance entre la démocratie et le développement économique et social, affirmant qu'il s'agit là de conditions fondamentales à la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. Le Sommet de Québec s'est notamment engagé à réduire de 50 % d'ici 2015 la proportion de personnes des Amériques vivant dans la pauvreté absolue.

Une grande victoire de cette rencontre fut certes l'approbation par tous les participants de la fameuse clause démocratique. « Toute altération ou interruption inconstitutionnelle de l'ordre démocratique dans un État de l'hémisphère », stipule la Déclaration de Québec, « constitue un obstacle insurmontable à la participation du gouvernement de cet État au processus du Sommet des Amériques ». Les leaders réunis à Québec ont ainsi demandé à leurs ministres respectifs des affaires étrangères de préparer, dans le cadre de la prochaine Assemblée générale de l'OEA en juin au Costa Rica, une Charte démocratique interaméricaine.

D'ailleurs, dans sa déclaration de clôture et dans l'esprit de cette future charte, le premier ministre a servi un sérieux avertissement à Haïti et à son président Jean-Bertrand Aristide à propos du dangereux glissement de l'État de droit dans ce pays des Caraïbes. Il y a en effet eu consensus au Sommet de Québec pour dire que le développement démocratique et politique d'Haïti était trop lent.

Les leaders somment le président Aristide de mettre fin aux difficultés découlant des élections du 21 mai 2000 et de mettre en oeuvre

les engagements en ce sens qu'il avait pris en décembre dernier. Haïti sera pour les prochains mois en état de surveillance rapprochée, l'OEA étant chargée de cette vigile et de faire rapport lors de son assemblée de juin prochain. Les leaders ont d'ailleurs renforcé le rôle et les pouvoirs de cette même OEA. Ils ont décidé d'accélérer la réforme de l'organisation et de la doter de ressources suffisantes.

Ce III^e Sommet des Amériques a été marqué par des manifestations pacifiques et par de nombreux débordements de violence qui ont obligé les forces de sécurité à intervenir. Ces dernières ont réussi à maîtriser la situation tout au long de la rencontre. Le premier ministre a réitéré sa condamnation des actes de violence tout en soulignant le bien-fondé des manifestations pacifiques. M. Chrétien a nié qu'il y avait un fossé entre l'opinion publique et les chefs d'État sur la question de la libéralisation du commerce. « Je tiens à vous faire remarquer, a dit le premier ministre, que tous les chefs de gouvernement qui sont ici ont été élus démocratiquement dans chacun de leur pays. Ce n'est pas une question de légitimité. Nous avons la légitimité. Nous avons été élus. »

M. Chrétien a par ailleurs an-

noncé hier que ses homologues ont décidé de créer un Institut de la connectivité des Amériques dont le siège sera au Canada.

Par ailleurs, les leaders ont confirmé hier la décision de publier l'avant-projet de l'accord sur la ZLEA. « Si les gens connaissent le contenu des délibérations, a déclaré le président argentin, Fernando de la Rúa, ils seront derrière nous (...) et lors du prochain sommet il n'y aura peut-être pas besoin d'un périmètre de sécurité. »

Le Sommet a également donné son appui au plan de paix en Colombie et promis de prendre en considération les revendications des autochtones du continent. De plus, un vaste Plan d'action de 50 pages, qui trace de façon très vague le chemin qui reste à parcourir dans les sphères du commerce et de la vie sociale et économique, a été rendu public en même temps que la Déclaration de Québec.

Malgré tous ces efforts, les 34 chefs d'État et de gouvernement se sont néanmoins dits « conscients » qu'il restait « beaucoup de chemin à faire si nous voulons que le processus du Sommet des Amériques ait sa place dans le cadre de la vie quotidienne de nos peuples et contribue à leur bien-être ».

AU REVOIR

Suite de la page A1

suffirait, mais les yeux me piquaient encore. Sur René-Lévesque des étudiants se faisaient des adieux tristounets et mouillasseux...

Hey ! Marco, tu remontes aujourd'hui à Chicoutimi ?

Ouais, j'ai un cours de géo demain matin.

Un couple rangeait leurs sacs à dos dans le coffre d'une voiture immatriculée en Nouvelle-Écosse. Jimmy et Rose-Marie, de Antigonish. Avez-vous eu du fun, les amis ?

Du fun ? Jimmy m'a regardé de côté. J'ai du fun quand je suis dans mon canot. Je ne suis pas venu ici pour avoir du fun. Je suis venu ici parce que c'était important...

Quoi de si important ?
La société civile monsieur.
Qu'est-ce que cela veut dire « société civile » ?

Cela veut dire, entre autres, que l'éducation est un service public qui n'est pas à vendre à l'entreprise privée. Je suis professeur et particulièrement préoccupé par cette question, mais la société civile c'est aussi l'eau, les forêts... la ZLEA est dans une logique de privatisation et il était très important pour moi et Rose-Marie de venir ici pour dire non.

Ils ne partaient pas tout de suite. Ils allaient d'abord participer à une corvée de nettoyage de la ville. « C'est la journée de la Terre vous savez, venez avec nous... »

Je ne suis pas du tout certain que la gang suivante, Guy, Maxime, Sébastien et Marcus, du cégep Montmorency, et Philippe des HEC, allaient aussi à une corvée de nettoyage. Ils allaient plutôt, à ce qu'ils m'ont dit, faire un dernier tour du côté des clôtures, se froter une dernière fois aux flics, et qui sait, peut-être se faire enfumer, youppi ! Leur spécialité ? Ramasser les grenades des flics quand elles tombent et les leur relancer. Aussi bien en profiter, ce n'est pas demain qu'ils vont pouvoir rejouer à leur petit jeu préféré.

Devant la fameuse clôture du boulevard René-Lévesque le caporal Charbonneau s'est d'abord assuré que je ne l'enregistrais pas avant de me glisser, en se penchant

à mon oreille comme pour me confier un grand secret : « J'ai hâte de rentrer chez moi à Hull, M. Foglia ! »

Dites-moi caporal, les manifestants étaient-ils si féroces ?
Mais non. La grande majorité étaient gentils, polis, amusants. Des beaux enfants.

Et vous les avez gazés ?
C'est pas eux. Vous le savez bien. Vous me faites parler pour rien...

La dernière manifestation du Sommet, organisée par la CLAC (pour convergence des luttes anti-capitalistes), la dernière donc, a mené, au début de l'après-midi, une centaine d'ultimes braves devant le ministère de la Justice pour protester contre les arrestations —

III^e Sommet des Amériques



Voici les principaux engagements issus du III^e Sommet des Amériques, tenu à Québec en fin de semaine :

- les pays non démocratiques seront exclus des sommets des Amériques et de la Zone de libre-échange des Amériques
- l'Organisation des États américains devra faire rapport sur la situation démocratique en Haïti
- les négociations sur l'accord commercial devront se terminer d'ici janvier 2005; signature finale à la fin de l'année
- on souhaite réduire de moitié la proportion des personnes vivant dans le dénuement total d'ici 2015
- un institut pour la connectivité sera fondé à Ottawa pour promouvoir l'utilisation d'Internet à travers les Amériques
- la Banque interaméricaine de développement prêtera 40 milliards \$ en cinq ans pour réduire notamment les iniquités sociales
- la Banque mondiale versera 150 millions \$ pour combattre le VIH-sida dans les Antilles
- augmentation des dépenses et de la coopération pour lutter contre la drogue, le crime organisé et le terrorisme.

PC

mais une chose est certaine, ce sont des moyens qui ont été estimés de bonne foi et avec compétence comme étant les moyens les plus appropriés par rapport aux actions illégales qu'ils devaient contrer. »

Le ministre a estimé que la facture de la sécurité allait s'approcher des 100 millions, en ajoutant les frais de la GRC aux 38 millions des corps policiers québécois. « Imaginez-vous combien de pistes cyclables nous aurions pu construire pour le plus grand plaisir de nos concitoyens avec cet argent ! » a-t-il fait remarquer. Un porte-parole de la GRC a cependant affirmé que la note de ce service serait plutôt de 25 millions.

Quant à la clôture, elle a prouvé son utilité, a soutenu M. Ménard. Sans elle, croit-il, les affrontements seraient survenus à la porte des hôtels, devant le Centre des congrès ou le long des trajets empruntés par les chefs d'État et de gouvernement. « J'aimais mieux voir la police affronter les Black Bloc (des cellules d'anarchistes violents) que les Services secrets américains. »

Le ministre a ajouté que pour la minorité de casseurs qui s'étaient infiltrés parmi les manifestants pacifiques, c'était « une sorte de sport » que de défier le périmètre de sécurité. Il leur reproche même de chercher surtout « de belles photos ».

« Il n'y a pas eu de vandalisme gratuit », a néanmoins reconnu le ministre. Le bilan de la police de Québec fait état de seulement une vingtaine de vitrines brisées, de six infractions dans des commerces et de quelques vols mineurs, dont des masques à gaz et couteaux. Moins de 50 000 \$ de dommages, soulignait hier un porte-parole. Les blessures traitées étaient généralement mineures.

Les policiers ont levé en début de soirée, hier, l'obligation de montrer patte blanche pour pénétrer dans le périmètre de sécurité. Le démantèlement de la clôture devrait prendre quatre à cinq jours à compter d'aujourd'hui.

Une faiblesse

Serge Ménard a tout de même reconnu une faiblesse dans ce déploiement : les procédures entourant la détention des manifestants à la prison d'Orsainville, qui avait été vidée de ses détenus pour l'occasion au coût de 5 millions. Une faiblesse d'autant plus surprenante que les autorités avaient préparé cette opération de longue date.

Plusieurs détenus ayant été exposés aux gaz lacrymogènes ont dû se dénuder dans une cour, à la vue de visiteurs, pour la procédure de décontamination. Ils ont été regroupés à plusieurs dans la même cellule même si la prison comptait 600 places. Des délais importants ont aussi été imposés aux manifestants avant qu'ils puissent consulter leur avocat.

« Nous ne nous attendions pas à avoir à décontaminer autant de manifestants », avance Serge Ménard. Et le centre de réception ne comptait que deux douches. Depuis hier, insiste cependant le ministre, la règle est d'un détenu par cellule.

Serge Ménard a aussi exprimé ses regrets pour les voisins du péri-

mètre, qui ont eu à endurer pendant trois jours l'odeur des gaz lacrymogènes. La façade de certaines résidences devra même subir une décontamination.

« Journée du feu »

Les représentants du commandement unifié des quatre services de police se sont aussi réjouis de ce que « le pire ne se soit pas produit ». Ils ont défendu la stratégie nettement plus répressive des policiers au second jour du sommet. « Peut-être que si on avait gardé celle de vendredi, il n'y aurait plus eu de clôture le lendemain », a dit l'inspecteur Robert Poëti de la SQ.

Des 392 manifestants appréhendés, la grande majorité étaient canadiens. Le nombre de Québécois — élevé — n'a pas été précisé. Un relevé non à jour de la police faisait aussi état de sept Américains, deux Français, un Mexicain, un Italien et un Tchèque.

Selon M. Poëti, les problèmes observés à Orsainville étaient en partie attribuables aux arrestations massives (230) de la nuit de sa-

medi à dimanche dans la basse ville de Québec, qui auraient causé « un reflux ».

Ces 230 personnes, a insisté le policier, constituaient « le noyau dur des activistes les plus violents ». Il a ajouté que selon les services de renseignement, un mot d'ordre passé parmi les radicaux voulait faire de samedi « la journée du feu ». Vers 21 h 45, dans le parc de l'Amérique française, la police a d'ailleurs arrêté 19 jeunes en possession de sacs remplis de cocktails Molotov prêts à être utilisés.

Un examen des actions policières sera néanmoins fait par les quatre partenaires, a précisé le sergent Mike Gaudet de la GRC. « On va vérifier ce qui a bien fonctionné et ce qui a moins bien fonctionné. »

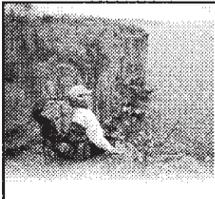
À la fin de la conférence de presse des policiers, une vingtaine de jeunes manifestants les ont pris par surprise en faisant irruption dans leurs quartiers du Palais Montcalm pour un ultime sit-in. Il a pris fin sans incident deux heures plus tard.

Un environnement en santé...

Un gage pour une qualité de vie!



(514) 849-3323 • 1 800 361-2503 • www.fqe.qc.ca



SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Lendemain de veille à Saint-Roch

« Fallait bien que ça dégénère un peu... »

PAUL ROY

QUÉBEC – Adrian Wagner, 22 ans, pieds nus dans ses sandales, un sac de plastique genre IGA à la main, nettoyait le parc Saint-Roch sous une pluie légère, hier matin. Bouteilles, sacs de chips, papiers, mégots, morceaux de métal...

— Pourquoi fais-tu ça ?
— Parce qu'on est venu de New York pour manifester et qu'on ne veut pas laisser Québec sans nettoyer un peu. On considère que c'est de notre devoir.

Adrian, un étudiant en *Web design*, se disait impressionné par son expérience. « D'être là, assis, et de sentir toute cette tension... »

Il n'était pas seul. Ils étaient huit garçons et filles du Sarah Lawrence College, de New York, penchés au-dessus du gazon du petit parc de la basse ville de Québec.

Un peu plus tard, d'autres jeunes se joindront à eux, dont des membres du Sierra Club, célébrant la Journée de la Terre. Rich Whyman, lui, se réclamait de l'Internationale socialiste et proclamait à qui voulait l'entendre : « C'est tellement plus gros que Seattle ! »

Une fille expliquait qu'elle était venue nettoyer « parce qu'il faut nettoyer le système ».

À quelques mètres de là, un employé de la Ville de Québec s'affairait à remplacer les feux de circulation à l'intersection de la Couronne et Charest. Les couvercles de plastique rouge, jaune et vert avaient fondu sous la chaleur du « feu de joie », allumé en pleine rue par des manifestants, et entretenu une bonne partie de la nuit avec du bois trouvé dans un immeuble en rénovation.

Parce que dans la nuit de samedi à hier, la police, à l'aide de gaz, a forcé les manifestants qui attaquaient les barricades de la haute ville, à descendre dans Saint-Roch. Résultat : des vitres fracassées, des résidents gazés dans leurs maisons et importunés par le bruit et, au petit matin, un quartier tout entier qui avait un solide mal de bloc.

Le quartier, et plusieurs jeunes qui avaient passé la nuit dehors et qui circulaient en petites bandes, l'air hagard. Une trentaine de jeunes végétaient à l'Îlot fleuri, un *no man's land* en-dessous d'une autoroute aux piliers couverts de graffitis.



Photo PRESSE CANADIENNE

Un employé municipal s'employait à faire disparaître les traces de l'émeute de la nuit, hier matin, sur le boulevard Charest, à Québec.

Deux jeunes de Disraéli qui se sont identifiés comme étant Bruno Blanchet et Jean Philippe — avant d'avouer que ce n'étaient pas leurs vrais noms — étaient assis à une table de pique-nique avec deux filles de Québec, rencontrées quelques heures plus tôt.

« On est venu en touristes, nous a confié le faux Jean Philippe. Pour fumer une *poffe* et tripper avec le monde. Mais en haut, les gaz, c'était pas mal atroce. Fait qu'on est descendu ici et qu'on a dormi entre deux portes, dans un building. »

Les quatre se disaient pacifiques et affirmaient n'avoir pas fait le moindre trouble à Québec. « Mais on ne voulait pas se tenir avec les pacifiques parce que c'est plate. »

— Et la mondialisation ?

— Faut être anti-américain parce que les États veulent prendre le contrôle de la planète en entier, fuck ! »

Boulevard Charest, Bruno Bourque, résidant de la rue Christophe-Colomb, tout près, visitait les lieux avec de la parenté dont un jeune neveu. « Je suis rentré vers minuit et demi et j'ai assisté à une partie de l'action. À un moment donné, quand la casse a commencé, tu as vu les moins radicaux partir. »

— Avez-vous eu peur ?

— En aucune façon. Dans les circonstances, tout s'est plutôt bien passé. »

M. Bourque, qui est directeur de projet chez les Naskapis, près de Shefferville, croit que les débordements de la nuit avaient en quel-

que sorte servi de soupape. « Fallait que ça dégénère un peu. Mais la police a fait un bon travail. Le seul reproche que je leur ferais serait d'avoir utilisé des balles de caoutchouc. »

— Et le grand feu, en plein milieu de la rue ?

— Je les ai vus l'alimenter avec du matériel qu'ils allaient chercher à l'intérieur de l'immeuble en rénovation, là. C'est regrettable, mais ça se comprend. Et puis, ils ont fait le ménage pour le contracteur. »

Louis Saint-Laurent et Denis Richard, eux, avaient passé la journée au complet avec des amis sur le balcon du condo de M. Richard, au cinquième d'un immeuble tout près. « On avait une télé sur le balcon, pour ne rien manquer, et on a vu plein de belles choses. »

— En soirée, vous n'avez pas eu peur ?

— Du tout, on s'est senti bien protégés par la police. »

Vers 10 h 30, c'était au tour de Brigitte Simard de s'aventurer avec son parapluie, boulevard Charest. Et Danielle Ménard et Michel Genest, de Val Bélair, étaient venus vérifier si l'immeuble de la Télé-Université, où travaille M^{me} Ménard, tenait toujours.

— Au bureau, cette semaine, il y avait du monde qui disait : Y aura pas de casse. Moi, compte tenu de ce qui s'était passé ailleurs, je me disais : Ça se peut pas qu'il n'y en ait pas...

Au fait, l'édifice de la Télé-Université tenait toujours. Alors, trêve de congé, tout le monde au travail !



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©

Richard Shaddick, commandant d'une division antiémeute de la Gendarmerie royale du Canada.

Mission accomplie

PAUL ROY

QUÉBEC — Richard Shaddick, d'Ottawa, est en amour avec Québec. « C'est une vraie ville européenne. Connaissez-vous Lyon ? Préférez-vous Lyon ou Paris ? Moi, c'est Lyon. Et Québec me fait penser à Lyon : une ville avec une âme. Cet été, je reviens en vacances avec ma femme ! »

M. Shaddick a passé tout le week-end à Québec. Mais pas en touriste. En fait, il a passé le plus clair de son temps à repousser du manifestant aux gaz lacrymogènes et à recevoir des pierres et des rondelles de hockey sur le casque ou le bouclier. Il commande une division antiémeute de la Gendarmerie royale du Canada.

« Le pire, c'est que la très vaste majorité des gens qui nous faisaient face étaient très pacifiques. Du beau monde. C'est vraiment une petite minorité qui nous lançait des choses et qui essayait de forcer le périmètre. »

Richard Shaddick, de la GRC, a passé le week-end à repousser du manifestant et à recevoir des roches sur le casque tout en tombant en amour avec Québec.

— Mais vous gaziez tout le monde...

— On essayait de tirer là où on voyait des fauteurs de trouble. Et puis le gaz, c'est désagréable, et ça sert à arrêter une action, à disperser, mais ça ne blesse pas de façon permanente. La dernière chose que je voudrais faire serait de blesser du monde.

— Avez-vous eu peur, par moments, quand ça bardait.

— Non, en aucun temps. Notre organisation était parfaite. La coordination entre la SQ, la police de Québec, la police de Sainte-Foy et nous a été impeccable. Un modèle. J'avais déjà travaillé conjointement avec la SQ et j'avais bien apprécié l'expérience. »

Sa seule inquiétude concernait la ville de Québec. « J'avais peur que le Black Bloc l'abîme, ça m'aurait brisé le cœur. »

Il rentre tranquille. Les vitres cassées auront été remplacées avant son retour avec madame, cet été. Le pire — et même le moins pire — a été évité.

Personne ne voulait rentrer sans emporter un petit souvenir

MARIE-CLAUDE LORTIE

QUÉBEC — À 19 h 00 hier soir, le périmètre de sécurité était ouvert et les curieux commençaient à venir fouiner.

Près du Grand Théâtre, point chaud des affrontements du week-end, certains débarquaient de leur Outback de l'année pour chercher des « souvenirs » parmi tous les débris jonchant le sol. Les boîtes métalliques de gaz lacrymogène vides étaient particulièrement populaires. Les cailloux étaient nombreux, souvent très gros. Il y avait une tomate, des restants de ballons, des bouts de bois, beaucoup de bouteilles de plastique vides, des éclats de verre.

Un passant arrive, décide de grimper par-dessus la clôture plutôt que de chercher une porte et lance : « Moi, chu écoeuré, je passe ! »

Dans l'air, on sent encore les effluves de gaz lacrymogène.

Un peu plus loin, dans la rue Saint-Jean, ce sont de vieux rouleaux de papier de toilette qui jonchent le sol, une poubelle brûlée, toutes sortes de saletés.

Olivier Robichon et Valérie Martel passent tranquillement la clôture, enfin. Ils habitent tout près du périmètre et ont eu de la difficulté à gagner leur résidence, qui a en outre été généreusement contaminée par les gaz diffusés dans le quartier.

Samedi soir, ils n'ont pas été capables de rentrer et Valérie avait besoin de ses médicaments. « Franchement, ils ont exagéré. Ils les ont surutilisés leurs gaz », dit Valérie.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©

Les boîtes de gaz lacrymogène vides étaient particulièrement recherchées hier. Bruce Webb, de Nouvelle-Écosse, en rapportera une chez lui.

Maintenant, elle doit décontaminer son appartement.

Jean-Marc Saumier, 32 ans, habite et travaille lui aussi près de la rue Saint-Jean. « Ils nous ont dit de faire comme si de rien n'était et de continuer à vaquer à nos occupations malgré le périmètre. Mais en fait, c'était impossible », a déclaré le jeune homme, franchement heureux d'avoir retrouvé son quartier.

Quand on a de nouveau permis à tout le monde d'entrer dans le périmètre (les clôtures de métal ne seront pas toutes démontées avant jeudi ou vendredi), John Ventolli, un manifestant de « zone verte » venu de Vancouver, filmait les policiers. Cela, dit-il, n'a pas été ap-

précié. Quand *La Presse* l'a aperçu, quatre policiers le maîtrisaient et fouillaient dans son sac puis l'ont amené de force dans une fourgonnette. Une vingtaine de minutes plus tard, il était libre, mais avait la joue éraflée et deux cassettes vidéo numériques en moins dans son sac. « Ils ont pris mes cassettes. Au revoir droits et libertés. »

Vers 19 h hier le long du périmètre, il ne restait plus de manifestants. Après avoir passé la journée soit dans une ultime manif à l'Université Laval, soit à couver leurs excès de la veille, soit en prison, soit à danser dans la rue Saint-Jean ou à nettoyer les dégâts dans le quartier Saint-Roch, ils sont rentrés chez eux.

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Plus de 50 milliards pour le développement et le bien-être

FREDERIC WAGNIERE

QUÉBEC — La Banque interaméricaine de développement dispose de 40 milliards US pour des prêts aux pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, afin de les aider à réaliser les objectifs du plan d'action de Québec au cours des cinq prochaines années. De son côté, la Banque mondiale appuiera cette démarche avec des prêts de l'ordre de 12 à 16 milliards US en trois ans.

Enrique Iglesias, président de la BID, a présenté hier au Sommet des Amériques une gamme de projets régionaux prioritaires. La décision d'affecter une telle somme était relativement facile à prendre, car les actionnaires de la banque sont avant tout les pays qui ont participé au sommet. Par ailleurs, les objectifs du plan sont en grande partie déjà dans la charte de la banque.

Ces projets seront dans un grand nombre de domaines, comme le renforcement de la démocratie pour consolider la gestion des affaires publiques, l'intégration comme instrument de croissance économique, l'utilisation viable à long terme des ressources naturelles afin de protéger l'environnement, le développement des ressources humaines pour réduire les inégalités sociales, et la promotion de l'accès à Internet en vue de stimuler l'es- sor technologique.

Le portefeuille de prêts de la banque est

actuellement de 49 milliards de dollars US, dont 43 % dans des secteurs tels que l'éducation, l'amélioration de la santé urbaine, les fonds d'investissements sociaux, la microen- treprise, l'eau potable, l'assainissement et la science et la technologie. Selon le mandat de la banque, environ 35 % des prêts sont été accordés aux pays les plus pauvres de la ré- gion.

Suite au plan d'action de Québec, l'orien- tation des activités de la banque est appelée à changer. Jusqu'à présent, elle s'occupait surtout de projets d'une envergure nationale ou locale, ce qui correspondait au fait que la coopération entre pays était peu développée. Avec le développement d'un projet de libre- échange, cependant, la banque devra davan- tage favoriser des projets régionaux, où les pays cherchent à développer leurs ressources en commun.

Pour M. Iglesias, le régionalisme doit sou- vent aussi être à une échelle plus restreinte, pour pouvoir s'attaquer de façon plus effi- cace à des problèmes spéciaux. La diversité entre les pays est énorme et les conditions sont souvent extrêmement difficiles pour les plus petites économies, qui ne peuvent pas toujours exploiter les occasions de dévelop- per leur commerce. M. Iglesias a ajouté que les négociateurs de la ZLEA devront attacher une grande importance à s'assurer que l'ac- cord ouvre au commerce les secteurs, où les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes

jouissent d'un avantage comparatif, notam- ment l'agriculture, l'alimentation, les texti- les, les métaux et d'autres matières premiè- res. « Ce n'est qu'à cette condition qu'ils pourront ouvrir leurs frontières aux produits qui intéressent le plus les membres les plus développés », a-t-il dit.

Le président de la Banque mondiale, Ja- mes Wolfensohn, a surtout insisté sur la né- cessité de combattre la pauvreté dans une ré- gion où un habitant sur trois a moins de deux dollars par jour pour vivre. Il a an- noncé plusieurs projets de la banque qui vont dans le sens du plan d'action de Qué- bec. Un programme de 150 millions US, pour enrayer la propagation du sida dans les Ca- raïbes, sera bientôt soumis au conseil de la banque.

Par ailleurs, un programme de 350 mil- lions US devrait aider le Mexique à décentra- liser ses services de santé, et un autre de 228 millions US financera l'extension de la cou- verture des services de santé familiale aux zones urbaines pauvres du Brésil.

Enfin, M. Wolfensohn et M. Iglesias ont l'intention de créer un groupe de travail con- joint pour coordonner l'appui des deux ban- ques de développement au plan de Québec. Il se concertera avec d'autres organisations comme l'Organisation des États américains, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Organisation pana- méricaine de la santé.

L'aventure c'est l'aventure

« On se pointait au parking pour tousser, cracher, pisser et reprendre son souffle. »

PAUL ROY

QUÉBEC — Un parking sale derrière un im- meuble abandonné de la côte d'Abraham a eu des allures d'hôpital tout le week-end. D'un hôpital de champ de bataille, s'entend. On s'y pointait en courant ou en titubant, les yeux brûlant, la gorge sèche. On se lavait les yeux, on toussait, crachait, pissait, vomis- sait... pour repartir à l'assaut des gaz de la police, un peu plus haut, sur Dufferin-Mont- morency. Et on redescendait, toussant, cra- chant...

C'était souffrant, mais personne n'avait l'air malheureux. Plusieurs étaient visible- ment en train de vivre l'aventure de leur vie.

Le building protégeait des gaz, mais régu- lièrement, au gré des vents, parvenaient des effluves qui forçaient les « patients » à s'en- fourir la tête dans un foulard, un chandail.

Des groupes se formaient. Des garçons et des filles — parfois des hommes et des fem- mes —, les yeux pleins d'eau, aspergeaient d'eau les yeux d'autres garçons et filles. Des groupes qui s'étaient dispersés dans la pani- que tentaient de se reformer à l'aide de wal- kies-talkies ou de téléphones cellulaires : « We're with Maude and Karen... and Susan. Joyce ? Yes, she's walking across the lot. »

Une grande fille noire américaine, à ge- noux, recevait les premiers soins de la part de cinq ou six personnes qui lui humectaient tour à tour les yeux d'eau. Une femme vomis- sait, un homme pissait sur le building à côté d'un tas d'excréments.

Un groupe faisait brûler du carton. Les gens se plaçaient le visage au-dessus du feu et semblaient éprouver un certain soulage- ment. Eryl Court, une sexagénaire de Tor- onto, les yeux rouges et du rouge à lèvres plein les dents, prenait le temps de se faire photographier aux côtés de jeunes manifes- tants québécois qui la trouvaient « bien cool ».

« Je suis venue avec plein de monde de Toronto, a-t-elle expliqué. J'étais dans l'au- tobus 16 et, des autobus, il y en avait une quarantaine en tout. »

— Et vos compagnons, où sont-ils ?
— À la manifestation pacifique, en bas. Moi, je voulais photographier l'action près des barricades. J'ai été prise dans un nuage de gaz, mais des jeunes gens très gentils m'ont donné les premiers soins.

Elle était radieuse. « Je suis ici parce que je suis convaincue que les gens sont en train de se faire berner par la mondialisation. Et ça va se faire sur le dos du monde, particulière- ment des enfants. »

Pendant ce temps, d'autres remontaient la côte d'Abraham qu'ils redévalaient aussitôt, pourchassés par les gaz. Une résidente de la rue d'Aiguillon racontait avoir trouvé une balle de caoutchouc de la police dans sa mai- son. Une vitre double avait été fracassée. « La fumée entraînait par le trou, il a fallu colma- ter. »

Plusieurs manifestants étaient plutôt bien équipés : téléphones cellulaires, walkies-talkies, masques à gaz, casques, pancartes...

Côte Sainte-Geneviève, des manifestants, affluant les yeux pleins d'eau de plusieurs rues avoisinantes, se regroupaient en petits et grands caucus, crachant et toussant co- pieusement.

Un garçon, des écouteurs aux oreilles, transmettait les dernières informations diffu- sées par la radio à sa mère et à sa soeur. « Ils viennent de lâcher les chiens dans la foule ! »

— Où ça ?
— Je ne sais pas, ils en parlent à la radio.
— Comment t'appelles-tu ?
— Jean Marois...
— Malois ?
— Non, Marois, comme Pauline.

À 15h10, samedi, des manifestants vêtus et masqués de noir se sont pointés au cimé- tière Saint-Mathieu, rue Sainte-Geneviève. Quelques minutes plus tard, la clôture tom- bait sous les assauts de plusieurs manifes- tants. Une dizaine d'entre eux ont réussi à passer de l'autre côté avant d'être repoussés par des policiers tirant des balles de caout- chouc.

Pierre Dansereau et Mansour Danis, de Sherbrooke, témoins de cette action, jubi- laient de voir que le mur était tombé. « Ce mur-là ne sert qu'à protéger 34 bandits. »

Yves Manseau, du Mouvement Action Justice, passait par là. Souvent critique du travail des policiers, M. Manseau avait cette fois l'impression de voir « deux gangs d'ados qui s'affrontent ». « Comme quand on jouait à attaquer le fort quand j'étais ti-gars. »

Dans l'ensemble, il disait trouver que les policiers faisaient « plutôt bien ça ». Mais il trouvait aussi qu'ils réagissaient trop nerveu- sement et trop fort. « Ça fait beaucoup touchez pas à ma clôture ! D'autant, disait-il, que 90 % des manifestants sont juste là pour regar- der. »

Devant le 320, rue Saint-Jean, une petite conciergerie, Adrien Aubut, Raynald Sainte- Croix et Bruno Dupuis avaient installé des chaises de parterre et un seau d'eau sur le trottoir. Et ils offraient des linges mouillés à ceux dont les yeux brûlaient. « Frottez pas par exemple ! Ça va brûler encore plus. »

« Hier, je me suis fait brûler les yeux et un monsieur m'a donné de l'eau », racontait M. Dupuis, le concierge de l'immeuble. « C'est ça qui m'a donné l'idée. »

Les trois hommes, originaires de Gaspésie, disaient ne jamais avoir rien vu de tel de toute leur vie.

Le progrès passe par la technologie

Ottawa créera l'Institut pour la connectivité des Amériques

ARIANE KROL

QUÉBEC — Le Canada versera 20 millions de dollars cette année pour créer à Ottawa l'Institut pour la connectivité des Amériques.

« Nous entendons utiliser les technologies de l'information et des communications pour faciliter les contacts entre les citoyens, favori- ser la participation au sein des institutions démocratiques, ouvrir de nouvelles perspec- tives économiques et fournir des services gouvernementaux », a déclaré le premier mi- nistre Jean Chrétien lors de la cérémonie de clôture du Sommet des Amériques, hier après-midi.

Le Canada contribuera à ces objectifs en créant à Ottawa un Institut pour la connectivité, auquel il versera 20 millions cette an- née. L'organisme devra ensuite chercher du financement et des partenariats auprès de gouvernements, de fondations, du secteur privé, de la société civile et de différentes institutions internationales.

Une commission consultative représentant les gouvernements et les organisations non gouvernementales, ainsi que les communau- tés universitaires et d'affaires des trois Amé- riques chapeautera l'Institut.

Le Programme de connectivité pour les Amériques vise à fournir aux citoyens des pays situés au sud de la frontière américaine de meilleurs systèmes de communication, notamment pour se brancher à Internet. Un projet ambitieux si l'on considère que les ha- bitants de nombreuses régions n'ont pas en- core le téléphone, l'électricité ou l'eau cou- rante.

Mais les premiers bénéficiaires de ces pro- jets de développement seront les entreprises privées, qui fourniront l'équipement et la mise en place de ces infrastructures, et par- fois le service lui-même.

« Le succès exigera des solutions innova- trices. Je parle de partenariats entre le gou- vernement et le secteur privé, d'investisse- ment stratégique et de leadership par l'exemple et la coopération internationale », a déclaré le ministre de l'Industrie Brian To- bin lors d'un brunch réservé aux commandi- taires du Sommet de Québec, quelques heu- res avant le discours du premier ministre Chrétien.

Signe des temps, l'aide au développement semble maintenant passer par les infrastruc- tures de haute technologie. Ainsi, l'Institut pour la connectivité fait partie du Centre de recherches pour le développement interna- tional (CRDI).

De plus, la Banque interaméricaine de dé- veloppement (BID), qui a offert 40 milliards US de prêts sur cinq ans à l'Amérique latine et aux Caraïbes, consacrera une partie de cette somme à la technologie de l'informa- tion. « Si nous ne remédions pas à la fracture numérique, la puissance incroyable des nou- velles technologies pourra en fait aggraver encore l'exclusion de millions d'individus », a pour sa part déclaré le président de la Ban- que mondiale, James Wolfensohn.

Cette « fracture technologique » préoccupe aussi les présidents des pays situés au sud de la frontière des États-Unis. Sur les sept chefs d'État qui accompagnaient le Canada à la cé- rémonie de clôture du Sommet, plus de la moitié y ont fait allusion. « Il y avait un grand danger d'une nouvelle iniquité causé par un fossé numérique. Les bénéfices des nouvelles technologies de l'information doi- vent être amenés à la portée de tous nos ci- toyens. Notre programme de connectivité constitue selon moi le nouveau développe- ment le plus stimulant de ce Sommet », a dé- claré le premier ministre de la Barbade, Owen Seymour Arthur.



Photo PC

L'adieu aux armes

Un groupe de manifestants a tenu, hier après-midi, à affronter de nouveau, et de façon tout à fait pacifique cette fois, les policiers qui les avaient refoulés à maintes reprises durant le Sommet.

Louise Beaudoin fait peu de cas de la déclaration du Sommet

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les problèmes du Sommet de Québec illustrent que quelque chose ne tourne pas rond dans ces mécanismes de né- gociations internationaux, estime Louise Beaudoin, ministre québécoise des Relations internationales.

« Il y a quelque chose qui ne va pas dans le fonctionnement actuel du système interna- tional. On ne pourra plus organiser des ren- contres à la manière de Québec », prédit-elle. Le manque de transparence, le déficit démoc- ratique « condamnant » les chefs d'État, dans l'avenir, à tenir davantage compte de la société civile.

« La démocratie ne se limite pas à mettre un bulletin dans l'urne tous les quatre ans. C'est aussi la participation des citoyens au processus de décision », d'insister Louise Beaudoin. Avec des consultations « en amont » les Sommets n'auraient pas l'air de débarquer « comme un cheveu sur la soupe » dans les villes d'Amérique.

Elle s'est refusée à tout commentaire sur l'impact des affrontements entre manifestants et policiers au Sommet sur l'image du Qué- bec, sa réputation internationale. Bernard Landry en parlera en conférence de presse, aujourd'hui.

Mme Beaudoin n'a pas fait beaucoup de cas de la déclaration du Sommet de Québec. Elle s'inquiète du retrait d'une référence à la langue et à la culture, mais réduit à des in- tentions sans contenu les références à la di-

versité culturelle.

Un projet de déclaration de mars dernier soulignait que les chefs de gouvernement restaient convaincus que « la diversité et la richesse de nos traditions, cultures et langa- ges offrent des possibilités sans pareille pour la croissance ».

Dans sa version finale, la déclaration ne parle plus que de traditions. « Langue et cul- ture ont disparu, il ne reste plus que tradi- tion. Cela nous prouve qu'il est important d'être à la table quand ces textes se conco- cent », dira Mme Beaudoin.

Une simple allusion à l'importance de la diversité culturelle « n'est qu'un voeu pieux, sans conséquences », a rajouté Mme Beau- doin.

Mme Beaudoin a été clairement désarçon- née quand un reporter a relevé que le Plan d'action auxquels avaient aussi adhéré les 34 pays comportait un chapitre entier sur la di- versité culturelle, l'habituel cheval de ba- taille du gouvernement du Québec. Ce plan d'action dit que les 34 pays « reconnaissent que le respect pour la diversité culturelle et l'appréciation de sa valeur contribuent au dynamisme social et économique et sont des facteurs positifs dans la promotion de la saine gestion des affaires publiques, de la co- hésion sociale et du développement hu- main ».

Présence discrète de Bush

Presse Canadienne

QUÉBEC — Le président George W. Bush, a fait des débuts discrets sur la scène interna- tionale cette fin de semaine dans le cadre de sa présence au Sommet des Amériques qui s'est tenu à Québec.

« J'ai beaucoup appris », a affirmé le pré- sident après la rencontre.

« Des défis nous attendent et je suis cer- tain que nous serons capables de les rele- ver », a-t-il ajouté.

En choisissant avec soin ses mots, le pré- sident Bush a néanmoins réussi à semer un peu de confusion sur le sens de son discours.

Dans son allocution diffusée en direct à la télévision samedi, George W. Bush a surtout

énoncé des généralités et reconnu de façon excessivement prudente et nuancée que tout le monde ne partageait pas sa vision, selon laquelle le libre-échange est la solution à tous les problèmes de la planète — entre au- tres les 33 autres chefs d'État et de gouverne- ment réunis à Québec et surtout les manifes- tants qui s'étaient défilés.

Malgré la prudence affichée par le pré- sident, ou bien à cause d'elle, les sujets épi- neux sont restés sans réponse.

Entre autres, il est demeuré incertain que tout accord futur de commerce exigerait des pays participant qu'ils adhèrent à des nor- mes minimales concernant les salaires, les syndicats et la protection de l'environne- ment.

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Il reste tant à faire



GILLES TOUPIN
ANALYSE

QUÉBEC — Ce qui restera de ce 3^e Sommet des Amériques, ce seront bien sûr les images spectaculaires des manifestants chargés par les policiers, les gaz lacrymogènes flottant dans les rues de la Vieille Capitale et les canons à eau dispersant les « casseurs ». En vrac, une impression que ce qu'ont débattu pendant ces deux jours les chefs d'État et de gouvernement de 34 pays des Amériques suscitait l'hostilité d'opposants qui ne croient guère à la sincérité des leaders de l'hémisphère occidental.

Pourtant, le premier ministre Jean Chrétien avait bien du mal, hier, à jauger l'écart, réel ou virtuel, qui existe entre ces contestataires de la mondialisation et le discours qu'il tient depuis trois jours. Pas légitimes les chefs d'État réunis à Québec ? Ils sont tous élus démocratiquement, a rétorqué le premier ministre. S'ils (les contestataires) ne sont pas d'accord avec ce que nous faisons, a-t-il dit en substance, ils n'ont qu'à se faire élire et agir comme ils l'entendent.

Antidémocratique le processus ? Nous avons accouché, une première pour un si vaste ensemble politico-économique, d'une clause démocratique. « Lorsque vous regardez ce qu'étaient les Amériques il y a 30 ans, a encore lancé Jean Chrétien, et ce qu'elles sont aujourd'hui, regardez le progrès que la démocratie a fait, regardez la clause que nous avons élaborée pour s'assurer que la démocratie va rester dans les Amériques. »

Et la libre circulation des biens au sein d'un espace de 800 millions d'habitants ne serait que l'outil pour appauvrir davantage les défavorisés des Amériques ? Sans les moyens pour envoyer vos enfants à l'école ou pour vous faire soigner à l'hôpital, a dit le premier ministre, une clause démocratique tournerait pour ainsi dire à vide.

Le 3^e Sommet des Amériques s'est donné une déclaration et un Plan d'action, il s'est donné des moyens (plus de 50 milliards \$) pour aider les petites économies à s'en sortir. Le reste est affaire de temps et de laueur. « Il reste beaucoup à faire », ont reconnu hier les leaders réunis à Québec.

Un mot encore sur la fameuse « clause démocratique ». Cette fois, si elle aboutit lors de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains au Costa Rica en juin prochain, elle aura « des dents ». Elle régira non seulement le Sommet des Amériques mais aussi la Zone de libre-échange des Amériques (la ZLEA) et le travail des banques de développement qui ne pourront plus prêter et faire affaire avec les États qui rompent avec la vie démocratique. Coup d'État, asservissement du judiciaire au politique, rupture de la division des pouvoirs, fraudes électorales, violation des droits de la personne et des libertés fondamentales, tout ces manquements graves à la vie démocratique seront passibles d'expulsion du concert des nations du continent. Des sanctions seront naturellement assorties à cet isolement. Les mécanismes qui prévauront à la mise au ban des États rebelles seront plus rapides et plus cinglants. L'OEa, qui sort du sommet plus forte et avec une vocation mieux définie, aura la souplesse d'agir rapidement, contrairement à ce qui se passe avec la formule des sommets continentaux qui n'ont lieu qu'à tous les trois ou quatre ans.

Mais il faut gratter un peu sous le vernis de la Déclaration finale et des événements d'hier pour vraiment apprécier les résultats de ce sommet. L'avertissement servi à Haïti, par exemple, par le premier ministre Jean Chrétien hier après-midi, à propos de la « fragilité » de sa démocratie, n'était pas enchâssé dans la Déclaration de Québec. Il fut lancé par le premier ministre canadien lors de son allocution de clôture. Cela signifie qu'il y a sans doute eu dissension de la part des pays des Caraïbes sur cette question. Morale ? La clause démocratique ne sera peut-être pas aussi facile à rédiger qu'on l'imagine, surtout quand viendra le moment de définir ce que signifie « démocratie »...

Même bémol pour Hugo Chavez, le coloré président vénézuélien, qui n'a pas voulu endosser telle quelle la clause démocratique parce qu'elle ne parlait pas de « démocratie participative ». Le président Chavez, il faut le dire, a ceci de commun avec Stockwell Day : il est un fanatique des référendums populaires.

Ainsi, sous le rose de la Déclaration de Québec et les propos triomphants de Jean Chrétien, George W. Bush, Fernando de la Rúa ou Vicente Fox, il y a des petites réalités géopolitiques qui risquent de sourdre d'ici quelques mois. Il faudra donc attendre la suite des événements — c'est-à-dire voir si la fameuse Charte démocratique interaméricaine verra le jour — pour décréter que le Sommet des Amériques de Québec aura été le succès que l'on affirme.



Le président mexicain Vicente Fox, le premier ministre canadien Jean Chrétien et le président américain George W. Bush ont posé pour la photo officielle après la réunion trilatérale qu'ils ont tenue à l'issue de la cérémonie de clôture du Sommet des Amériques. Cette rencontre des trois chefs d'État a surtout porté sur les solutions à apporter à la crise énergétique qui secoue actuellement les États-Unis.

Bush lorgne l'énergie du Canada et du Mexique

ARIANE KROL

QUÉBEC — Le Canada, le Mexique et les États-Unis mettent sur pied un groupe de travail nord-américain sur l'énergie. Ce forum technique « vise à soutenir des marchés de l'énergie nord-américains efficaces (sic) qui aideront nos gouvernements à combler les besoins énergétiques de nos populations », précise la déclaration que les pays membres de l'ALENA ont émise après leur rencontre trilatérale, hier après-midi.

Pour l'instant, il s'agit surtout des besoins énergétiques de la population américaine. En Californie, les centrales électriques ne suffisent pas à la demande. Et partout au pays, les centrales thermiques se convertissent au gaz naturel, ce qui a provoqué une hausse vertigineuse du prix de ce combustible fossile au cours de la dernière année.

« Si les fournisseurs d'énergie canadiens et mexicains cherchent un marché, ils en ont trouvé un aux États-Unis », a déclaré le président George W. Bush en conférence de presse avant même la rencontre trilatérale.

Et les États-Unis sont prêts à des concessions pour inciter leurs voisins à exploiter et à acheminer leurs ressources naturelles. « Ce que les États-Unis peuvent faire, c'est fournir des marchés par des meilleurs pipelines, des autorisations transfrontalières, et en acceptant le gaz

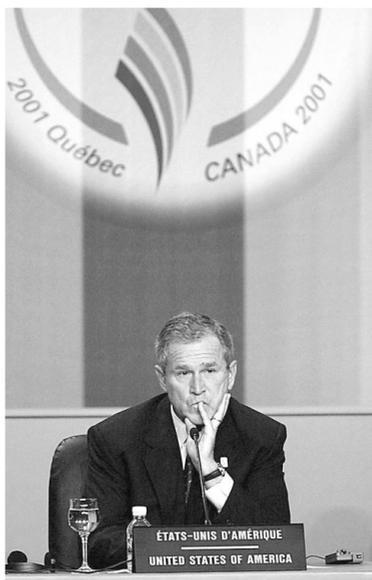


Photo AFP

« Si les fournisseurs d'énergie canadiens et mexicains cherchent un marché pour leur énergie, ils en ont trouvé un aux États-Unis », a déclaré le président Bush.

naturel quel que soit son pays d'origine, a indiqué le président Bush. Le prix de l'énergie est assez élevé pour favoriser les activités d'exploration des deux côtés de notre frontière. »

Le premier ministre Jean Chrétien s'est montré très ouvert à ces propositions. Il a évoqué la construction de pipelines pour acheminer du gaz naturel depuis l'Alaska et le delta Mackenzie, dans les Territoires du Nord-Ouest, l'exploration des sables bitumineux d'Athabaska, en Alberta, de même que le projet hydroélectrique de Churchill Falls, entre Québec et Terre-Neuve.

Mais le Canada ne sera pas en mesure d'augmenter son offre de gaz naturel avant un an, a dit Jean Chrétien. « Tout cela implique des investissements sérieux. Ça prend du temps, il faut avoir les permis de construction, il faut que les réserves soient suffisantes », a-t-il expliqué en conférence de presse après la rencontre trilatérale.

Mais les délais pourraient bien venir des États-Unis eux-mêmes. En effet, l'assemblée législative de l'Alaska a adopté, la semaine dernière, une loi qui interdit à cet État d'accorder un droit de passage pour construire un gazoduc entre Prudhoe Bay, en Alaska, et le delta de Mackenzie. Il reste une autre possibilité, qui serait de construire un gazoduc le long de l'Alaska Highway qui traverse le Yukon.

Des objectifs nobles et nombreux pas toujours réalistes

VINCENT MARISSAL et GILLES TOUPIN

QUÉBEC — Les 34 pays des Amériques s'engagent à concrétiser la ZLEA avant la fin de 2005 en promettant d'aider les plus petites économies, mais leur plan d'action pour y arriver reste vague sur les enjeux sociaux.

Les chefs politiques de l'hémisphère occidental ont dévoilé hier à Québec en clôture du Sommet des Amériques un plan d'action rempli de vœux pieux, rédigés en termes très généraux et qui évitent d'aborder de front les principaux problèmes sociaux liés à la libéralisation des marchés, comme les droits des minorités, ceux des travailleurs et la protection de l'environnement.

On ne retrouve donc aucune mesure contraignante ou même d'engagement ferme, sinon celui d'avoir terminé « les négociations sur l'accord de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) au

plus tard en janvier 2005 et tenter de mettre cet accord en vigueur dès que possible par la suite mais, quoi qu'il en soit, au plus tard en décembre 2005 ».

Rien de concret non plus sur le plan antidrogue — une priorité, disait pourtant le président américain George Bush samedi — à l'exception d'un engagement à rétablir la paix en Colombie.

« Nous, les chefs d'État et de gouvernement des pays des Amériques, affirment les leaders dans une déclaration en annexe, manifestons notre ferme appui aux efforts déployés par le président de la République de la Colombie, Andrés Pastrana Arango, en tant que politique d'État afin de parvenir à la paix et à la réconciliation dans son pays et de renforcer les valeurs démocratiques. Nous lançons un appel pour que l'on en arrive, par le biais d'un engagement ferme et concret, à un cessez-le-feu et à l'arrêt des hostilités dans le but de rétablir la paix de manière efficace. »

Les chefs d'État et de gouvernement des pays les plus riches semblent avoir entendu des craintes de leurs collègues des Antilles et de l'Amérique centrale, qui savent trop bien que leurs pays ne peuvent concurrencer le géant américain.

Pour calmer leurs appréhensions, ils promettent de « s'assurer de l'entière participation de tous nos pays à la ZLEA, en tenant compte des différences de taille et de niveau de développement des économies de l'hémisphère, afin de créer des possibilités favorisant la pleine participation des plus petites économies et d'accroître leur niveau de développement ».

Dans une déclaration ambitieuse, mais néanmoins très vague, le plan d'action promet de « veiller à ce que, d'ici 2010, tous les enfants jouissent d'un accès universel à une éducation primaire de qualité et achèvent leurs études, et à ce qu'au moins 75 % des jeunes puissent suivre une éducation secondaire de qualité ».

Le reste du document est à l'avenant, traitant des droits des minorités, des femmes, de la protection de l'environnement, du fléau de la corruption, et d'autres sujets sociaux en termes bureaucratiques aussi flous que peu contraignants.

Ainsi, à propos des droits des plus vulnérables, les pays promettent de « s'efforcer d'adopter les mesures nécessaires pour prévenir, empêcher et punir la violence, la ségrégation et l'exploitation des femmes, des mineurs, des personnes âgées, des personnes handicapées et des autres groupes vulnérables ».

Idem sur la corruption : « Appuyer la création, dès que possible, et en tenant compte de la recommandation de l'OEa, d'un mécanisme de suivi pour la mise en oeuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption par les États parties à cet instrument. »

On s'engage aussi à « faire progresser, au sein de l'OEa, les négociations sur le projet de Déclaration

américaine sur les droits des peuples autochtones, en vue de parvenir à sa conclusion et à son adoption le plus tôt possible ».

Et pour la société civile : « Chercher à établir des instruments de financement publics et privés qui seraient destinés à accroître les capacités des organisations de la société civile afin de mettre en évidence les travaux et les contributions de ces organisations et de promouvoir leur obligation de rendre compte ».

Les dispositions en matière environnementale n'ont guère plus de dents, le plan d'action s'engageant à « promouvoir l'adoption, la mise en oeuvre et l'application de législations, de réglementations, de normes et de politiques nationales qui prévoient des mesures pour assurer de hauts niveaux de protection environnementale » tout en « reconnaissant le droit de chaque pays d'établir ses propres niveaux de protection environnementale ».

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001



Mario Belleau, gérant d'un restaurant Subway, a vu deux de ses vitrines fracassées et a passé une bonne partie de la nuit de samedi à dimanche tapi derrière son comptoir.



Steve Paradis, un résident de la côte Sainte-Geneviève, était de bien mauvaise humeur : « Ils ont lancé une canette de gaz chez nous, pis j'ai un bébé de cinq mois. »

Les commerçants de Saint-Roch ne sont pas en colère

Les résidents du quartier, eux, sont furieux

MARIE-CLAUDE LORTIE

QUÉBEC — Les commerçants du quartier Saint-Roch, à Québec, qui ont été vandalisés aux petites heures hier matin ne sont pas réellement en colère. En fait, disent certains, les dommages ont été minimes comparés à ce qu'ils auraient pu être parce qu'il y a eu surtout des vitres cassées et relativement peu de vols.

La police de Québec évalue les dommages à moins de 50 000 \$: treize vitrines ont été cassées, six petits vols ont été commis dans des commerces, dont le plus important au Surplus de l'armée ; trois feux de joie ont été allumés, sans oublier les graffitis et beaucoup de détritus.

Mais les résidents du quartier inondé de gaz lacrymogène pendant deux jours, eux, sont furieux.

« Dans le voisinage, tout le monde est enragé ben raide », a lancé hier Christian Néron, un résident du quartier Saint-Jean-Baptiste, qui habite non loin de la côte d'Abraham, point de confrontation chaud entre les manifestants et la police pendant presque deux jours et deux nuits.

Steeve Paradis, un résident de la côte Sainte-Geneviève, parle d'un possible recours collectif. Sinon, il portera plainte seul. « Ils ont lancé une canette de gaz chez nous, pis j'ai un bébé de cinq mois », a-t-il expliqué. M. Paradis dit qu'il ne faisait que regarder par la fenêtre quand la police est arrivée près de chez lui, en pleine opération pour repousser les manifestants dans la nuit de vendredi à samedi.

M. Paradis, qui a affiché un manifeste antimondialisation sur sa porte, assure qu'il n'a rien fait pour provoquer les policiers qui lui ont dit de rentrer chez lui et de fermer ses fenêtres. Mais M. Paradis s'est retrouvé avec une bombe dans son appartement qu'il a rapidement re-

lancée à l'extérieur et récupérée ensuite. Il l'a conservée.

Il dit que sa femme et sa fille ont réussi à sortir assez rapidement de la maison par une porte d'en arrière. Depuis, elles sont toutes deux à l'extérieur de la ville.

Mais il est encore en train de décontaminer son appartement. Hier, la régie régionale de la santé publique a d'ailleurs averti les résidents des quartiers affectés de nettoyer les poussières blanches laissées par les gaz avec un linge humide et de se gantier pour le faire.

Dans le quartier Saint-Roch, où ont eu lieu une bonne partie du vandalisme et des feux de joie géants de la nuit de samedi à dimanche, les commerçants locaux vandalisés étaient plus sereins.

« On a été chanceux. Ils ont été polis. Franchement, ils auraient pu faire beaucoup plus de dommages », a déclaré Florent Duguay, directeur adjoint de la sécurité pour le Québec à la Banque Royale. Les vandales ont fracassé les vitres d'un point de service de la banque mais ils n'ont pas pillé l'intérieur.

« À Québec, c'est remarquable comme on s'aide entre nous. Regardez, on a déjà commencé à tout nettoyer », commentait pour sa part Odette Hamel, copropriétaire du Royal William, un hôtel du boulevard Charest où les manifestants ont fait la fête.

L'hôtel n'a pas été vandalisé, mais M^{me} Hamel dit qu'elle s'était arrangée pour qu'on rejoigne le maire Jean-Paul L'Allier, chez lui, en pleine nuit, et qu'on lui demande d'envoyer des policiers. « Pendant un moment, on s'est senti abandonnés, sacrifiés », dit M^{me} Hamel. « Ils ont repoussés les manifestants dans notre quartier, un quartier qui se reconstruit, et personne n'était là pour assurer notre sécurité pendant de longues heures. » Selon elle, c'est parce que l'équipe de nuit, cinq jeunes hommes, a parlé aux manifestants, que l'hôtel a été épargné.

Mario Belleau, gérant d'un restaurant Subway, juste à côté, a vu deux de ses vitrines fracassées et a passé une bonne partie de la nuit tapi derrière son comptoir. Quand

la police est arrivée, dit-il, « ça pris deux, trois minutes et la place était vide, plus de manif », a dit M. Belleau qui avait rouvert son restaurant hier midi et servait de nouveau des sandwiches aux manifestants. Le restaurant n'a pas été pillé.

Pascal Lemieux, gérant d'un Surplus de l'armée du boulevard Charest, qui a été aussi la cible des vandales (une vitre a été cassée), dit que peu de choses ont été volées. « C'est minime », a dit M. Lemieux, qui a vendu une cinquantaine de masques à gaz durant le week-end et qui, hier matin encore, vendait de recharges de masques à gaz à des manifestants aux vêtements tellement imbibés de gaz qu'on avait mal aux yeux juste à leur parler.

M. Lemieux a passé une grosse partie de la nuit dans son magasin, après le bris de la vitrine, et il dit que l'atmosphère dans la rue n'était « pas si délirante que ça ». Il trouve que l'atmosphère générale ressemblait à des fins de fêtes de la Saint-Jean.

L'antiémeute... aux Ailes de la mode!

KATIA GAGNON

QUÉBEC — Les magasiniers n'en revenaient tout simplement pas. Massés dans les immenses vitrines des Ailes de la mode, ils regardaient la brigade antiémeute se mettre en place pour encadrer serrés les 150 jeunes manifestants qui venaient crier à Serge Ménard — le ministre de la Sécurité publique — leur indignation devant les « arrestations politiques » du week-end.

On était bien loin des échauffourées des derniers jours : la marche, qui prenait place à Sainte-Foy, donc à des kilomètres du périmètre de sécurité, s'est déroulée dans le plus grand calme et, ma foi, avec un certain humour. « Vous allez voir, les policiers vont nous suivre et se tourner de côté, tous ensemble. Une belle petite chorégraphie. On va tous les applaudir ! » a lancé le meneur de foule dans son porte-voix. Pas de chance, il a refusé de donner son nom à *La Presse*. « Appelez-moi Jacques. Ou Guy », a-t-il dit avec un sourire.

Partis de l'Université Laval, après avoir longuement consulté une carte routière — ils cherchaient dans quelle direction logeaient les bureaux de Serge Ménard —, les militants ont donc défilé dans l'ordre devant le plus grand centre commercial de Québec, la Place Laurier, et l'édifice du ministère de la Sécurité publique. Arrivés là-bas, surprise ! ils sont passés tout droit, continuant vers le ministère de la Justice. « À nous la rue ! » scandaient-ils. Plusieurs automobilistes, qui circulaient en sens contraire, encourageaient les protestataires à grands coups de klaxon, tout comme une dizaine d'autobus, bourrés à craquer d'autres manifestants qui retournaient à Montréal.



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©
Les manifestants sont passés devant les bureaux du ministre Serge Ménard.

Les policiers ont suivi le petit cortège tout le long du chemin. D'autres étaient déployés devant les bureaux de Serge Ménard et du ministre de la Justice, Paul Bégin.

Au départ de la marche, plusieurs craignaient une intervention policière plus musclée. « On vous suggère fortement de rester groupés. La dispersion risque de tourner à la chasse au lapin », a prévenu Jacques (ou Guy) dans son porte-voix. Arrivés au McDonald's, les manifestants ont donc prudemment préféré faire demi-tour. « J'ai peur que la police s'énervé », a confié Stéphane, un des leaders de la manifestation.

Avant de dissoudre les troupes, les responsables de deux groupes, la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) et le Comité d'ac-

cueil du Sommet des Amériques (CASA), ont tenu un point de presse où ils ont fait part des traitements « indignes » qui ont été réservés, selon eux, aux 400 manifestants arrêtés dans les derniers jours par la police.

Selon Rachel Sarrasin, de la CLAC, les manifestants appréhendés ont été détenus pendant près de 12 heures dans un autobus, soumis à des fouilles à nu « dégradantes » et aspergés d'eau glacée. On en a empêché plusieurs — des femmes surtout — de communiquer avec leur avocat, comme c'est leur droit, affirme-t-elle. « C'est pas des grands criminels et ils sont traités de façon dégradante », a résumé Robert Nieto, de la CLAC.

Le point de presse est cependant devenu assez agressif quand les journalistes ont demandé aux représentants de la CLAC et de la CASA s'ils approuvaient les gestes faits par les plus violents des manifestants. « La violence, ce n'est pas seulement quelqu'un qui lance une roche. C'est la privatisation de l'eau, de la santé, de l'éducation. On parle d'éliminer ces programmes sociaux. Ce n'est pas violent, ça ? » a tonné Tania Hallé de la CLAC. On respecte la diversité des moyens employés par les manifestants. Il y a une autre violence qui est rarement soulignée par les médias », a renchéri Rachel Sarrasin.

Certains participants à la petite manif d'hier avaient, eux, une opinion moins nuancée sur les événements de la fin de semaine. « Je suis d'accord avec ça. Sinon, il n'y a rien qui bouge. Les seules interruptions des travaux du Sommet sont survenues quand la clôture est tombée », a fait valoir Charles, un étudiant du cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Gaz et poussière: un souvenir indésirable

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les gens de Québec vont garder pendant un bon moment un souvenir indésirable du Sommet des Amériques : une poudre blanche venue de l'intense fumée associée à l'utilisation du gaz lacrymogène.

Se débarrasser de cette poudre n'est pas d'ailleurs une sinécure. Employé de la Régie de la Santé de Québec, le Dr Henri Prud'homme

explique qu'on ne doit pas utiliser un aspirateur, l'air s'échappant de l'appareil ne faisant que rediffuser la poussière.

Un restaurant d'hôtel, situé au centre des affrontements entre les manifestants et la police, a dû jeter toute sa nourriture.

Selon le Dr Prud'homme, les gaz lacrymogènes sont uniquement des irritants. Mais aspirés en trop grande quantité, ils peuvent provoquer des diarrhées. Toutes les muqueuses — les lèvres, les yeux et la

gorge — sont affectées, larmoiments et toux sont inévitables, mais l'effet ne dure normalement qu'une trentaine de minutes.

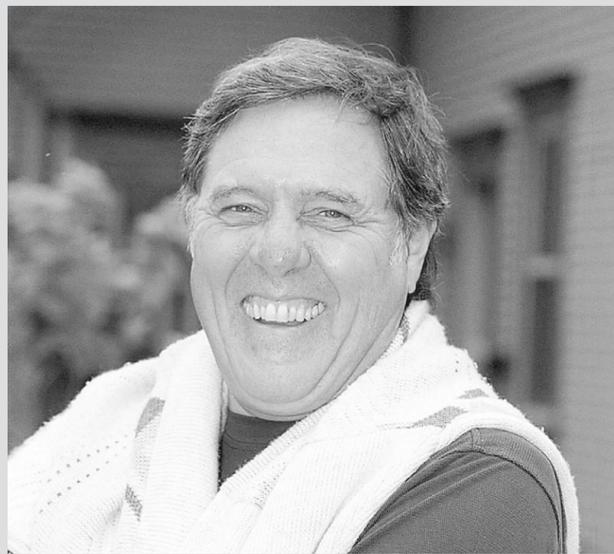
Chez les asthmatiques, l'exposition au gaz lacrymogène peut avoir des effets plus importants et plus durables toutefois.

Des expositions fréquentes à ce gaz n'amélioreront pas votre résistance. Au contraire, des expositions successives pourraient en accroître l'effet si vous n'avez pas pris le temps de récupérer.

TRIBUNE

À l'occasion du Sommet des Amériques, *La Presse* a invité quelques personnalités à donner leur point de vue sur la mondialisation.

Pierre Curzi: « La diversité culturelle de l'Humanité doit être préservée »



Photothèque PC
Pierre Curzi: « On recommande, dans la ZLEA, que les gouvernements s'abstiennent de mettre la culture sur la table. »

« Je suis président de l'Union des artistes, mais je suis aussi coprésident de la Coalition pour la diversité culturelle où on s'occupe beaucoup, on se préoccupe beaucoup, des accords de l'ALENA et de la ZLEA. Il y a un principe fondamental qui dit que la diversité culturelle de l'Humanité doit être préservée et les nations doivent protéger ce droit fondamental. La façon d'y parvenir est de créer un nouvel organisme international indépendant qui s'assurera que ces diversités culturelles soient bien conservées. Nous, on veut s'assurer que cet organe ait des

dents. En attendant ce nouvel instrument qui est à venir, on recommande, dans la ZLEA, que les gouvernements s'abstiennent de mettre la culture sur la table. L'exception culturelle est une opinion partagée par le gouvernement du Québec et par le gouvernement du Canada ; c'est même une position officielle du gouvernement fédéral.

Il faut que le gouvernement ne cède pas aux énormes pressions des États-Unis. Mais la solution ultime reste de créer un organisme indépendant. »

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Les manifestants s'annoncent au rendez-vous des prochains sommets

ANA MARIA ECHEVERRIA
Agence France-Presse

QUÉBEC — Les manifestants qui ont protesté dans les rues de Québec contre le 3^e Sommet des Amériques considéraient hier, à l'issue de la rencontre, que les chefs d'État et de gouvernement ne pourraient plus se réunir en aucun lieu du monde sans entendre la voix de ceux qui exigent un monde plus équitable.

« Nous voulons que les gouvernants nous entendent et nous voulons un débat transparent, et non tenu derrière des portes closes », a affirmé Marcela Escribano, responsable de la coordination du Sommet des peuples, célébré en marge du Sommet des Amériques qui a

réuni 34 chefs d'État et de gouvernement du continent américain en vue d'instaurer une Zone de libre échange des Amériques (ZLEA).

« Nous allons être présents à tous les grands rendez-vous des leaders mondiaux, jusqu'à ce que nous les obligions à prendre des décisions qui bénéficient aux peuples, et nous seulement aux grandes corporations », a déclaré pour sa part Ben Richman, un avocat canadien ayant participé aux manifestations contre la mondialisation.

Ces manifestations faisaient suite aux violentes protestations survenues en décembre 1999 à Seattle, aux États-Unis, durant une réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui ont causé plus de 300 millions de dollars de

dégâts et au cours desquelles 600 personnes avaient été arrêtées.

Les manifestations de Seattle avaient été suivies l'an dernier par celles de Washington lors d'une réunion annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) au cours de laquelle 1300 personnes avaient été arrêtées.

Puis, en septembre dernier à Prague, des heurts se sont produits entre des manifestants hostiles à la mondialisation et les forces de l'ordre qui protégeaient des réunions du FMI et de la Banque Mondiale, faisant une centaine de blessés, dont 63 policiers, tandis que 420 manifestants étaient arrêtés.

À Québec, la marche pacifique de 30 000 personnes organisée par le Sommet des Peuples a confirmé,

selon les organisateurs, que ceux qui se mobilisent contre le libre échange sont de loin plus nombreux que les centaines de manifestants qui se heurtent aux forces de l'ordre.

« Les militants au Québec — les travailleurs, les enseignants, les agriculteurs, les étudiants, les femmes — reflètent l'évolution d'une opposition qui est maintenant plus large, plus diverse et qui est présente à tous les sommets internationaux », a estimé John Cavanagh, qui dirige l'Institut des Études politiques à Washington et qui a été l'un des coordinateurs des manifestations pacifiques à Québec.

Nombre de ces manifestants ont fait valoir qu'ils ne sont pas opposés à l'intégration économique de l'Amérique latine mais désireux

qu'elle se fasse « d'une autre façon », qui soit « plus sociale, plus humaine » et qui « améliore les conditions de vie des travailleurs » et « les conditions liées à l'environnement ».

Selon M. Cavanagh, ce qui unit les manifestants est « l'immense coût humain de la mondialisation ». « Ce que nous souhaitons est le dialogue et non la confrontation », a-t-il ajouté.

Le prochain Sommet des Amériques, qui doit se tenir en Argentine, « n'aura pas besoin de clôtures pour retenir ceux qui viennent protester, mais il aura des espaces pour ceux qui viennent applaudir quand on travaille pour le bénéfice et le progrès des peuples », a déclaré hier le président argentin Fernando de la Rúa.



Photo REUTERS

Hier, un manifestant menotté a été placé sous la surveillance d'un policier. Les forces de l'ordre ont procédé à l'arrestation de 250 personnes au cours de la nuit de samedi à hier.

« Mais mes examens?!? »

Dur lendemain de veille pour les guerriers

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les guerriers sans peur de la veille avaient grise mine.

Sur l'écran de vidéocomparaison hier au palais de justice de Québec les manifestants audacieux, les troupes de choc qui, en fin de semaine, avaient affronté des policiers en armure, ressemblaient au jeune caissier de votre dépanneur.

Les yeux bouffis, les cheveux en broussailles, les menottes aux poignets — un sweat-shirt gris avait remplacé leurs uniformes de la veille —, les jeunes défilèrent dans une salle anonyme de la prison d'Orsainville pour répondre aux questions du tribunal situé à une vingtaine de kilomètres, au centre-ville.

Tous très jeunes — autour de 20 ans —, en majorité des francophones de Montréal, ils n'avaient rien de l'activiste radical, classe mondiale.

Les accusations se ressemblaient toutes : entrave à un agent de la paix, participation à un attroupement illégal, voies de fait sur un policier. Dans quelques cas, on mentionnait que le jeune portait une arme, mais, aux questions de

la défense, la Couronne précisait qu'il s'agissait de « pièces de bois » ou d'une bouteille de bière.

« Je demande la clémence, je suis étudiant au cégep, en Sciences humaines », a dit Alexandre Bérubé-Bousquet, 19 ans, du quartier Émard à Montréal, accusé d'avoir « participé à un attroupement illégal ». Arrêté dans la nuit de vendredi à samedi, le jeune Bousquet devra attendre jusqu'à jeudi avant de pouvoir être libéré sous cautionnement. Car Alexandre était un cas compliqué, c'était un récidiviste, en fait il avait déjà été frappé à Westmount d'une ordonnance l'intimant précisément à ne plus se pointer à ce type de manifestations.

« J'ai un examen jeudi soir à Ottawa », a dit Ethan Aspler, 23 ans, accusé lui aussi d'avoir participé à une émeute. Le juge Jean-François Dionne lui a expliqué que, compte tenu des circonstances, une attente de trois jours avant sa remise en liberté jeudi matin était raisonnable.

Samedi, neuf jeunes prévenus avaient comparu pour entendre les accusations portées contre eux. On prévoyait procéder dans une soixantaine de cas hier. Sur les 108 premières arrestations, celles de vendredi et samedi, 43 personnes avaient été libérées sur-le-champ,

après un engagement de garder la paix et de comparaître dans quelques mois.

Beaucoup de confusion entouraient certaines comparutions. Plusieurs soulignaient avoir été amenés devant la caméra sans avoir pu parler à un avocat au préalable. « J'ai faim, on ne m'a pas donné à manger », disait en fin de matinée Morgan Stewart, accusé d'avoir « menacé de mort » un membre de l'escouade antiémeute et d'avoir vandalisé un camion de la Ville de Québec. Stephen Appleby, 22 ans, de Brossard, se plaignait d'avoir des côtes cassées. Perplexe, le juge lui a recommandé d'en informer immédiatement les policiers du centre de détention.

La défense s'inquiétait hier du fait que, systématiquement, la Couronne remettait à jeudi matin la comparution permettant à ces jeunes d'être libérés. « Il y a eu plus de 275 arrestations cette nuit, c'est beaucoup de monde même si on s'était préparé », d'expliquer le procureur de la Couronne Robert Parrot devant le juge Dionne. Dans bien des cas il fallait poursuivre l'enquête pour compléter la preuve, et les enquêteurs étaient carrément débordés.

George W. Bush et Jésus Christ ont été arrêtés

Une requête exceptionnelle est rejetée par la Cour supérieure

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne

QUÉBEC — Le juge Richard Grenier de la Cour supérieure a rejeté hier une requête présentée par les avocats de Nestor, George W. Bush et Jésus Christ.

« On n'est pas au festival de l'humour ici », a lancé le juge Grenier sur un ton colérique en pleine salle du palais de justice.

Les avocats Denis Poitras, Denis Barette et Pascal Lescaubeau avaient présenté une requête en *habeas corpus* au nom d'une trentaine de jeunes manifestants arrêtés au cours des derniers jours, et dont certains n'avaient fourni qu'un surnom comme identité.

Une requête en *habeas corpus* est une procédure exceptionnelle qui vise à obtenir de la Cour supérieure une décision immédiate à la suite d'une détention qu'on prétend illégale. La procédure fait généralement suite à une détention dépassant 24 heures sans qu'il y ait eu comparution devant un juge.

Les trois avocats de la défense ont donc produit devant le juge Grenier une liste d'une trentaine de manifestants qui auraient été détenus depuis plus de 24 heures sans passer devant le tribunal.

Mais la liste comprenait des noms invraisemblables comme Nestor, George W. Bush et Jésus Christ, ce qui a soulevé la colère du juge Grenier.

« Ce procédé ne va pas avec la dignité de la Cour. Je souhaite que le Barreau se penche sur votre comportement. Les gens devant la justice doivent agir sous leur nom légal », a dit le juge au trois signataires de la requête.

M^e Lescaubeau a expliqué pour sa part qu'il s'agissait des noms avec lesquels se présentaient certai-

nes des personnes arrêtées lors des manifestations.

Les avocats de la défense ont beaucoup de difficulté à entrer en contact avec leurs clients et à établir leur défense, et ont reproduit dans leur requête les noms tels que recueillis par la police lors des arrestations.

« Le but de notre requête n'est pas de ridiculiser la justice, mais les circonstances exceptionnelles font en sorte que nous ne pouvons pas avoir une relation normale avec nos clients », a-t-il dit.

Après une suspension de quelques heures, le procureur du gouvernement, M^e Robert Parrot, a procédé à l'analyse de la liste fournie par la défense.

La plupart des personnes impliquées avaient entretemps comparu devant un juge, avaient été libérées avec promesse de comparaître plus tard ou avaient tout simplement été élargi, a rapporté M^e Parrot.

Comme les trois seuls noms dont le sort n'avait pas été fixé demeurèrent les trois personnes s'étant présenté sous un pseudonyme, le juge Grenier a refusé d'émettre un bref d'*habeas corpus* à leur avantage.

Mais les avocats de la défense étaient néanmoins heureux de la tournure des événements.

« Notre procédure était justifiée et on considère quand même cela comme une victoire, a réagi l'avocat Lescaubeau. On a des confirmation que presque tout le monde a été libéré. »

Selon lui, la requête a été produite à cause du système mis en place à Orsainville. « Ce système fait en sorte que des gens ont été isolés pendant une très grande période de temps, que l'accès à un avocat leur a été refusé d'une façon quasi systématique », a conclu l'avocat.

Des journalistes appréhendés lors des manifestations

MICHEL HÉBERT
Presse Canadienne

QUÉBEC — Au moins quatre membres des médias ont été appréhendés au cours des violentes manifestations qui ont ponctué le Sommet des Amériques, cette fin de semaine.

Trois photographes et au moins un journaliste ont été mis sous les verrous alors qu'ils faisaient leur travail, a déploré la présidente de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), M^{me} Hélène Pichette, en point de presse, à Québec, hier.

Une photographe, Caroline Hayeur, et un reporter radio, Denis Duchesne, ont par ailleurs été atteints par des balles de plastique, parfois sans raison apparente, selon les reporters.

M^{me} Pichette estime que le travail journalistique devient de plus en plus difficile lorsque les forces de l'ordre affrontent des manifestants hostiles. « C'est inquiétant », dit-elle.

L'exemple de Louise Bilodeau, 48 ans, une photographe de Québec, en témoigne. M^{me} Bilodeau faisait des photographies pour la revue *L'actualité* et les agences Stock et Clix. Munie d'un masque à gaz et d'un casque de vélo, elle

était placée aux premières loges pour prendre de « bonnes photos d'action » des combats que se livraient policiers et manifestants aux abords du périmètre de sécurité, samedi.

La situation a dégénéré lorsque la clôture du périmètre a cédé. Elle s'est alors enfuie, mais bien qu'elle se soit identifiée, les policiers l'ont rattrapée, rudement maîtrisée, enfermée dans un fourgon et l'ont envoyée à la prison d'Orsainville. Son appareil aurait été sérieusement endommagé, a indiqué le rédacteur en chef adjoint de *L'actualité*, Bernard Faucher. M^{me} Bilodeau a été relâchée grâce à l'intercession de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

Quant à Charles East, un photographe de l'agence new-yorkaise SIPA, il est toujours détenu à Orsainville après avoir été appréhendé lors des affrontements qui ont eu lieu samedi dans la basse-ville de Québec. Les policiers soutiennent que East s'était mêlé à la foule pour leur lancer des pierres.

Une troisième photographe et un journaliste mexicain seraient aussi sous les verrous. Quelques journalistes ont subi les foudres des manifestants. Certains ont été rudoyés, d'autres dépouillés de leur matériel.

L'usage du fusil Arwen 37 choque

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — L'usage « fréquent et continu » de balles de plastique par les policiers au deuxième jour du Sommet des Amériques était injustifié, juge la Ligue des droits et libertés, dont le bilan fait également état d'arrestations injustifiées et de stratégies policières qui auraient contribué à une radicalisation de certains manifestants.

Les policiers avaient déclaré publiquement que le fusil Arwen 37 — qui a déjà causé des décès — ne serait utilisé que comme arme « de dernier recours », a rappelé André Paradis au nom d'un comité d'observateurs civils qui surveillait le travail des policiers pendant le sommet.

« C'a été utilisé comme un moyen normal, régulier de répression », de dénoncer M. Paradis, en rapportant, sur la foi de deux témoins, qu'une jeune manifestante dans la vingtaine avait dû subir

une trachéotomie au CHUL après avoir reçu un de ces projectiles au cou. La Direction de la santé publique ne pouvait cependant confirmer ce cas hier soir.

M. Paradis ajouta que selon certains rapports, des policiers battaient leur bouclier antiémeute avec leur bâton pour montrer « leur satisfaction d'avoir atteint quelqu'un ». « C'est inacceptable, insiste-t-il. On a vu des policiers tirer des balles de plastique sur des gens très proches d'eux. »

« Elles n'ont été utilisées que sur des individus menaçants », a répliqué le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, en donnant l'exemple d'un individu qui venait de lancer une bille d'acier avec un lance-pierres.

La Ligue a également rapporté le cas d'un manifestant qui aurait reçu une décharge électrique d'une arme utilisée par la GRC, alors qu'il était couché en chien de fusil et n'offrait aucune résistance.

Selon André Paradis, la police avait opté samedi pour une stratégie plus « musclée » qui s'appuyait aussi sur un usage « intensif » des gaz lacrymogènes. Une évaluation dans un secteur chaud, la côte d'Abraham, a établi la fréquence des tirs à un à la minute. Les policiers tiraient souvent à l'horizontale sur des manifestants, dénonçait-il.

Par ailleurs, des problèmes « très très importants de désorganisation » à la prison d'Orsainville ont en outre été remarqués par la Ligue et par un comité d'avocats de la défense selon qui les droits de plusieurs prévenus ne sont pas respectés. La Ligue s'en prend notamment à la mise-à-nu des manifestants gazés dans la décontamination. Ce n'est qu'après la visite des observateurs civils, dit Jean-Claude Berheim, que des panneaux ont été ajoutés pour cacher les doucés aux yeux des visiteurs.

Mise en marché d'un implant contraceptif

Agence France-Presse

PARIS — Un implant contraceptif sera commercialisé en France à partir du 2 mai, ajoutant un choix supplémentaire dans la panoplie de moyens contraceptifs (pilule, stérilet...) auxquels les femmes peuvent recourir.

« Il s'agit d'un petit bâtonnet souple de la taille d'une fine allumette (4cm X 2mm) à glisser sous la peau de la face interne du bras gauche, pour une droitière, du bras droit pour une gauchère », explique le professeur Patrick Madeleat, chef de service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital Bichat, à Paris.

Dénoté Implanon, son efficacité commence dans les 24 heures suivant la pose et dure trois ans. Son action est rapidement réversible, dans les quatre jours après le retrait.

« Le principe est simple, un réservoir diffuse chaque jour une hormone de type progestérone, l'étonogestrel, qui bloque l'ovulation » pour empêcher la grossesse, explique le Pr Madeleat. « Second verrou », ajoute-t-il, l'implant agit aussi sur la glaire cervicale en s'opposant à l'ascension des spermatozoïdes.

Depuis 1999, 120 000 femmes ont déjà reçu cet implant en Europe (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Autriche, Allemagne, Belgique, Suisse, Suède, Danemark, Finlande) ainsi qu'en Australie. Aucun échec n'a été rapporté à ce jour.

C'est le premier implant commercialisé en France, selon les représentants de la firme.

« Un autre implant, le Norplant, a autrefois été testé en France, mais comme il fallait implanter quatre bâtonnets, ça n'a jamais pris et il n'a jamais été commercialisé dans notre pays », relève le spécialiste.

Ce mode de contraception s'adresse aux femmes lasses de prendre la pilule ou de l'oublier un peu trop souvent.

L'implant est également destiné à celles qui ne supportent pas la pilule oestroprogestative (associant des hormones oestrogènes et progestatives), qui ont eu des problèmes cardiovasculaires, qui fument, ou qui ne veulent pas du stérilet.

Les effets secondaires observés (acné, céphalées, tension mammaire, prise de poids) sont dans l'ensemble similaires à ceux observés avec un stérilet.

Sortie historique d'un Canadien dans l'espace

Presse Canadienne

SAINT-HUBERT — Chris Hadfield est entré dans l'histoire à sa sortie de la navette Endeavour, hier matin, en devenant le premier Canadien à effectuer une sortie dans l'espace.

Hadfield, vêtu du blanc scaphandre de l'astronaute et relié à la navette par un épais cordon, a quitté Endeavour vers 7 h 50 pour exécuter des travaux qui ont exigé quelque quatre heures de labeur.

« Wow, quel point de vue ! » s'est exclamé Chris Hadfield à sa sortie du sas pressurisé de la navette spatiale, qui se trouvait à ce moment au-dessus de l'océan Atlantique, au large du littoral brésilien. « C'est à couper le souffle. »

Lui et son collègue américain Scott Parazynski avaient le mandat de dépaqueter le bras canadien Canadarm2 et de le mettre en position de servir à la construction de la Station spatiale internationale (SSI).

Le bras robotisé, principal élément de la contribution de 1,4 milliard que le Canada verse au projet de la SSI, est un descendant plus élaboré, souple et efficace du vieux Canadarm1. Contrairement à son successeur, Canadarm1 est fixé à la navette spatiale.

MM. Hadfield et Parazynski ont toutefois arrimé Canadarm2 à la structure déjà existante de la SSI, qui flotte en orbite à quelque 400 kilomètres au-dessus de la Terre. Le bras canadien est indispensable aux futures missions de construction de la station spatiale.

La mise en place de Canadarm2 représentait la plus délicate mission à être effectuée, à ce jour, par des astronautes en sortie autonome dans l'espace. C'est pourquoi Chris Hadfield, de Milton, en Ontario, a passé l'essentiel des quatre dernières années à s'entraîner pour mener à bien cette tâche.

La journée de travail a commencé lorsque le pilote Jeff Ashby a utilisé le vieux Canadarm1 pour extraire le conteneur renfermant Canadarm2 de la soute d'Endeavour. M. Ashby a ensuite arrimé le conteneur à un verrou du module-laboratoire de la SSI.

Hadfield et Parazynski ont tout d'abord branché temporairement des lignes de courant entre la station spatiale et Canadarm2, alors que ce dernier était encore dans son conteneur.

Les sorties dans l'espace sont particulièrement difficiles parce que les scaphandres sont, essentiellement, des ballons gonflés que



Photo AP

L'astronaute canadien Chris Hadfield, réalisant sa première sortie spatiale, est ici relié à Canadarm1 alors qu'il évolue au-dessus de la soute de la navette d'où il devait sortir Canadarm2 en collaboration avec un confrère américain.

l'on pressurise pour prévenir la « maladie des caissons ». Le travail, déjà exigeant, devient de plus en plus pénible et fatigant, au fur et à mesure que les heures passent dans cet équipement.

Les scaphandres sont munis d'un approvisionnement en eau, d'un dispositif de cueillette de l'urine, d'un climatiseur, d'écouteurs, d'un microphone et d'une réserve d'oxygène pur.

Et dans le cas — improbable — où Chris Hadfield se serait retrouvé détaché de la structure de la SSI, il aurait toujours pu compter sur un petit groupe propulseur de secours lui permettant de rentrer par ses propres moyens.

Après le branchement temporaire, Hadfield et Parazynski ont dépaqueté le mécanisme en tant que tel, en retirant huit énormes boulons d'un mètre qui maintenaient Canadarm2 solidement en place au moment du décollage

d'Endeavour.

M. Hadfield ont ensuite déployé le mécanisme, en faisant pivoter la section centrale du Canadarm2 de 180 degrés. Puis, les astronautes ont solidifié chacune des sections du bras articulé en resserrant des boulons spéciaux.

Une fois ce travail terminé, les astronautes restés à l'intérieur de la navette ont donné au nouveau dispositif sa première commande, soit de s'élever à 90 degrés pour être prêt à s'extraire de son conteneur lors d'un essai prévu pour aujourd'hui.

Canadarm2 possède un total de sept articulations à la hauteur de l'épaule, du coude et du poignet, ce qui lui permet toutes sortes de mouvements et un angle de rotation de 270 degrés.

Il permettra de prendre dans la soute de la navette spatiale d'énormes charges pour les fixer sur les parois de la SSI. Mais aussi, grâce à

ses yeux-caméras et ses senseurs, il pourra réaliser des opérations beaucoup plus délicates comme remplacer une pièce ou effectuer des expériences dans des petits laboratoires placés à l'extérieur de la Station.

À la suite de son installation, alors qu'une caméra fixait le bras étendu avec comme fond la Terre, l'hymne national canadien a été joué par le centre Johnson et tous les contrôleurs au sol l'ont écouté, debout, pour saluer l'arrivée du Canada sur la SSI.

La sortie de l'astronaute canadien et la mise en place du bras « rendent le Canada très fier du travail accompli jusque-là », a souligné dimanche au cours d'une conférence de presse au centre Johnson l'un des responsables de l'agence spatiale canadienne, Benoît Marcotte.

L'homme qui revient de loin



NATHALIE PETROWSKI
RENCONTRE
ALAIN OLIVIER

Alain Olivier, 42 ans, est une mine d'informations pour ce qui est du trafic de la drogue et plus particulièrement du trafic de l'héroïne. Il peut vous parler pendant des heures du Triangle d'or aux frontières du Laos, de la Birmanie et de la Thaïlande et de son grand patron Khun Sa, qui produit impunément jusqu'à 500 tonnes métriques d'héroïne par année, ou de cet autre gros trafiquant qui a craché 40 millions US pour sortir de prison. Il peut aussi vous parler des triades chinoises, de leur philosophie, de leur façon de faire du commerce ou de leurs habitudes de vie en prison.

Alain Olivier connaît tellement bien son sujet que la division des stupéfiants de la GRC aurait tout intérêt à le recruter dans ses rangs. Cela ne risque pas d'arriver demain matin ni jamais. Alain Olivier est en guerre contre la GRC depuis son retour d'un séjour de neuf ans dans une prison en banlieue de Bangkok. Tout dernièrement, il a déposé une poursuite en Cour supérieure de 27,5 millions contre la GRC.

Alain semble tirer sa force d'un instinct du tonnerre où se mêlent charme, opportunisme, perspicacité, débrouillardise, entêtement et une incroyable faculté d'adaptation.

Olivier accuse la police fédérale d'avoir profité de sa dépendance à l'héroïne dans les années 80 pour lui tendre un piège et l'embarquer dans un immense traquenard, l'opération Déception, qui s'est soldée par son arrestation en Thaïlande, par sa condamnation à mort pour trafic et par un séjour de neuf ans à la prison de Bangkok dont trois, des chaînes aux pieds.

Pierre Foglia a raconté l'histoire d'Alain Olivier qu'il surnommait Max il y a quelques années. C'était l'histoire d'un tripeur de Drummondville, à moitié musicien et technicien de scène et à moitié ingénieur forestier, un homme qui avait un goût prononcé pour l'intensité et la défonce, un accroc à l'héroïne qui n'était peut-être pas un saint mais qui, même au plus fort de son intoxication, n'a jamais eu les moyens ni la disposition pour en faire le trafic.

Avant Foglia, Victor Malarek, un journaliste du *Globe and Mail*, a longuement enquêté sur l'histoire d'Olivier. Ses conclusions furent dévastatrices. Le journaliste y démontre, documents à l'appui, que deux agents de la GRC et leur informateur avaient piégé Olivier à

des fins strictement personnelles, en sachant pertinemment qu'il n'était pas un caïd ni un trafiquant d'héroïne : l'informateur pour se faire du fric (80 000 \$) et les deux agents pour se payer une virée en Thaïlande aux frais du gouvernement, et ultimement s'y faire du capital politique auprès de leur état-major.

Quant à la commission chargée d'enquêter sur les abus de la police fédérale, Malarek démontre qu'elle avait failli à sa mission en occultant un premier rapport incriminant (le rapport McEwen) et en rendant public un rapport tronqué et incomplet afin de protéger l'image de la GRC.

N'eût été des pressions de deux agents de la GRC déguisés en tueurs qui l'ont d'abord cajolé puis harcelé et menacé pendant deux ans de Vancouver jusqu'à Magog, qui ont simulé un meurtre pour l'effrayer avant de lui payer un billet d'avion pour la Thaïlande, Alain Olivier serait aujourd'hui un homme libre d'aller où il veut et de faire ce qu'il lui plaît. Un homme qui ne saurait pas à quoi l'enfer ressemble.

En lieu et place de quoi, revenu au pays en 1997 pour terminer de purger sa peine, Olivier est sous probation à Montréal jusqu'au 18 février 2029. Il n'a pas le droit de sortir de la ville sans permission, même pas pour aller voir son vieux père de 84 ans à Drummondville. Pas le droit de boire un verre sur sa terrasse ni de fréquenter le moindre bar. Pas le droit enfin d'appeler au téléphone un vieux copain qui se meurt du cancer et qui lui a pratiquement sauvé la vie en prison.

Pour donner du poids à sa cause, Olivier lance aujourd'hui chez les Éditions de l'Homme un livre écrit avec la collaboration du journaliste Normand Lester et intitulé *Prisonnier à Bangkok*. Deux producteurs québécois ont déjà en main la manuscrit dans le but d'en faire un film. Pour la première fois de sa vie, depuis dix ans, Alain Olivier commence enfin à voir la lumière au fond de sa prison.

Comme Alain Olivier n'a pas le droit de mettre les pieds dans un bar, je lui ai donné rendez-vous dans un restaurant de la rue Bernard, la semaine dernière.

Il est arrivé à l'heure pile sans la moindre seconde de retard, même s'il n'a pas de voiture et qu'il travaille en ce moment sur un chantier à Ville d'Anjou. Il portait en bandoulière un gros sac de cuir noir rempli de documents. Le sac ne le quitte jamais. C'est toute



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse

Alain Olivier connaît tellement bien le monde de la drogue que la division des stupéfiants de la GRC aurait tout intérêt à le recruter dans ses rangs.

L'histoire de sa vie qui y est consignée. Toute l'histoire de sa descente aux enfers qui y est documentée.

Ayant lu son témoignage d'une traite la veille et vécu à travers lui une épopée infernale que je ne souhaiterais pas à mon pire ennemi, je m'attendais à rencontrer un grand gaillard, costaud et imposant, qui avait réussi à survivre à l'horreur de sa détention thaïlandaise, par la force brute de son physique.

Mais Alain Olivier n'est pas une force de la nature, physiquement du moins. Il n'est pas très grand, plutôt mince et passe facilement inaperçu dans une foule. Cela ne l'empêche d'être dangereusement en forme et d'avoir le ventre plat et plus dur que du granite. « Y'a pas un gars de 42 ans plus en forme que moi, dit-il en soulevant son t-shirt et en tapant sur le béton de son ventre durci à coups de 1500 push-ups par jour en prison.

Pour le reste, Olivier semble tirer sa force d'un instinct du tonnerre où se mêlent charme, opportunisme, perspicacité, débrouillardise, entêtement et une incroyable faculté d'adaptation. Mettez ce type-là dans n'importe quelle situation et ce ne sera pas long qu'il aura compris la « game », repéré qui est susceptible de lui nuire et qui, de lui rapporter.

À la prison Bangkok en ban-

lieue de Bangkok, il a immédiatement compris que s'il ne voulait pas crever comme un chien et finir dans une flaque de sang avec une aiguille plantée dans le bras ou un couteau dans le cœur, il devait se lier aux triades chinoises, assises au sommet de la hiérarchie carcérale.

« J'ai appris leur langue, je les ai soignés, je leur ai donné des cours d'anglais. Je suis allé chercher chez eux ce qu'il y avait à aller chercher. Je n'avais pas le choix. Quand tu te retrouves au bout du monde en prison, abandonné de tous, si tu n'embarques pas dans la grande roue, tu ne survvis pas. »

Alain Olivier est aussi, pour son plus grand bonheur, un irréductible optimiste qui ne laisse jamais le défaitisme ou, au demeurant, la lucidité le distraire. Au plus fort de son désespoir quand le gouvernement canadien refusait de lever le petit doigt pour l'aider et qu'une lettre signée par Joe Clark, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, annonçait à sa mère que son fils était une cause perdue, Olivier s'est entêté. Malgré sa misère et son impuissance, il s'est accroché à l'idée qu'il reviendrait un jour à Montréal, comme jadis il s'était accroché à l'héroïne.

« J'ai arrêté l'héro en prison en 1992, raconte-t-il. Je l'ai fait par

moi-même au prix des pires souffrances physiques. Mais à partir du moment où j'ai pris la décision, je savais que c'était fini, que je ne prendrais plus jamais d'héroïne et que je reviendrais à Montréal. Ça prendrait le temps que ça prendrait mais je reviendrais, j'en étais absolument convaincu. »

Olivier avait vu juste. En 1997, il a obtenu la permission de terminer de purger sa peine dans son pays. Il est revenu à Montréal, dit-il, avec une écoeurante envie de vivre. Mais aussi avec une irrésistible envie de se venger et d'obtenir justice. Et d'autant plus que, grâce à la loi d'accès à l'information, il avait en sa possession une quantité industrielle de documents accablants pour la GRC.

Le 11 juillet 1997, Olivier a atterri à la prison de Sainte-Anne-des-Plaines, où il a pris sa première douche en dix ans et passé sa première nuit sur le carrelage tant il avait perdu l'habitude de dormir dans un lit. À côté du trou à rats de Bangkwank, Sainte-Anne-des-Plaines lui est apparue comme un camp de vacances. Il y a passé un an et demi avant d'être envoyé dans une maison de transition, à Trois-Rivières.

Deux jours après sa libération conditionnelle, Olivier s'est trouvé un emploi de technicien de scène au Gesù pour le spectacle de Jean Lapointe.

Un soir, Lapointe s'est mis à parler d'une histoire épouvantable qu'il avait lu dans le journal : l'histoire d'un Québécois emprisonné pendant neuf ans en Thaïlande. Il ignorait que le type dont il parlait était juste à côté de lui dans la loge. En l'apprenant, Lapointe a décidé d'aider Olivier. Il l'a mis en contact avec Jacques Laurin des Éditions de l'Homme qui a immédiatement accepté de publier son histoire. Quelques semaines plus tard, l'éditionneur lui présentait Normand Lester.

Olivier a raconté le détail de son périple thaïlandais à Lester pendant dix-sept longues séances. L'exercice fut aussi pénible que thérapeutique. À la fin, ils ont tous deux convenu que le récit serait écrit à la première personne, dans une langue proche de celle d'Olivier et qu'il y aurait de la légèreté et des éclaircies dans la noirceur. Le but visé a été atteint. *Prisonnier à Bangkok* n'est pas seulement le procès d'une police cynique et sans morale qui a sacrifié un innocent. C'est aussi l'histoire d'une résistance : celle d'un homme ordinaire plongé dans la misère et l'abomination qu'il découvre en lui des forces insoupçonnées pour y résister.

En attendant l'audition de sa poursuite, Alain Olivier a changé de mode de vie. Il a quitté le monde nocturne du spectacle, pour le monde diurne des chantiers de construction. Il vit seul à Rosemont dans un logement avec un immense jardin qu'il a éclairé comme un théâtre. Certains matins, il met de la musique à ses fleurs en leur parlant. Lentement mais sûrement, il réapprend à vivre normalement.

Alain Olivier estime qu'il a dix ans de sa vie à rattraper. Mais il n'est plus pressé. Il sait qu'il a désormais tout son temps.

CENTRES D'HÉBERGEMENT

Les personnes plus fortunées devront ouvrir leurs bourses à nouveau

LAURA-JULIE PERREAULT

LES PERSONNES âgées qui habitent dans les Centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et qui ont de côté quelques économies verront leur loyer bonifier de 4,5 % dès le 1^{er} mai, sans préavis, si le ministre de la Santé et des Services sociaux ne change pas d'idée.

Cette hausse sera la deuxième qu'ils subiront depuis janvier, puisque la pension qu'ils payent aux CHSLD a été indexée au coût de la vie dès le premier jour de 2001, entraînant une hausse de loyer pour ces bénéficiaires de 2,5 %.

« Ça fait une hausse de 7 % depuis janvier et ces gens-là ne peuvent rien dire ! Imaginez que votre propriétaire augmente votre loyer de 7 % en cinq mois, vous allez aller devant la Régie des logements et vous allez gagner. Mais les gens qui devront déboursier ces 7 % additionnels ne peuvent pas se défendre », tonait Dominique Demers, du Conseil pour la protection des malades.

Son organisme a appris « entre les branches » que cette augmentation allait avoir lieu. L'information a été confirmée par la publication de quelques paragraphes dans la *Gazette officielle* du gouvernement du 21 février 2001, qui annonçait l'entrée en vigueur de ce règlement au 1^{er} mai.

Le Conseil pour la protection des malades a fait parvenir vendredi une lettre au ministre Rémy Trudel, lui demandant de revenir sur sa décision avant qu'elle ne devienne effective. « On ne sait même pas combien de personnes seraient touchées par ce règlement et pourquoi le gouvernement croit nécessaire une telle hausse », continuait M^{me} Demers. Elle sait cependant que cette modification à la réglementation ne concerne pas tous les

bénéficiaires des CHSLD, mais seulement ceux qui avaient accumulé des économies avant leur arrivée dans un centre d'hébergement.

« Il y a des gens qui payent tout simplement leur chèque de pensions de vieillesse pour rester dans les CHSLD. Ceux qui avaient une maison de plus de 80 000 \$ ou qui ont des économies dans leur compte en banque de plus de 2500 \$ ou qui possèdent une auto doivent déboursier un montant additionnel. Le prix d'une chambre privée était de 1307 \$ au mois de décembre. Il sera de 1400 \$ au 1^{er} mai », expliquait M^{me} Demers.

Dans les circonstances actuelles, alors que les conditions dans les CHSLD sont montrées du doigt, M^{me} Demers trouve honteuse une telle augmentation. « C'est incroyable, une augmentation de 1200 \$ par année alors que les services nécessaires ne sont dispensés qu'à 70 % dans ces centres ! » rappelait l'avocate.

Grogne chez les gens concernés

Une personne âgée touchée par cette mesure et que *La Presse* a jointe hier après-midi, est restée bouche bée en apprenant la nouvelle. « Ils ont déjà augmenté le loyer en janvier sans nous prévenir et ils vont le faire encore ! Ils veulent nous mettre dans la rue ou quoi ! », disait la dame qui préférerait garder l'anonymat.

Son mari réside dans un centre de longue durée et elle habite dans une résidence pour personnes autonomes. Pour se loger, le couple paye déjà plus de 2650 \$ par mois. Leur facture commune grimpera à 2700 \$ le mois prochain, à moins d'une résiliation du règlement.

Tradition européenne. Prix canadien.

18% financé à l'achat d'une 3-portes Lanos!



« L'intérieur se révèle très spacieux, compte tenu de l'encombrement réduit de la carrosserie... » — Jacques Biennens, Le Journal de Montréal

38% financé à l'achat



Leganza à compter de 21 000 \$.

18% financé à l'achat



Nubira à compter de 17 000 \$.

CARACTÉRISTIQUES STANDARD DE LA LEGANZA SX...

- boîte automatique 4 rapports
- climatiseur
- verrouillage et lave-vitres électriques
- chaîne stéréo AM/FM/CD de marque Sony avec 6 haut-parleurs
- régulateur de vitesse
- accès sans clé et alarme de sécurité
- deux coussins gonflables à puissance réduite
- et plus encore...

CARACTÉRISTIQUES STANDARD DE LA NUBIRA SX...

- climatiseur
- verrouillage et lave-vitres électriques
- chaîne stéréo AM/FM/CD de marque Sony avec 6 haut-parleurs
- retroviseurs extérieurs électriques chauffants
- phares antibrouillard
- moteur 2.0 litres DACT 4 cylindres à 16 soupapes
- deux coussins gonflables à puissance réduite
- boîte manuelle 5 rapports
- siège conducteur à hauteur réglable
- compte-tours
- pare-bru

« ...faire l'éloge de cette voiture uniquement pour sa valeur exceptionnelle nous empêche d'en apprécier les qualités intrinsèques... » — Alan McPhee, Globe Megawheels

Tous les modèles offrent la garantie groupe motopropulseur 5 ans/100 000 km et l'assistance-dépannage 3 ans (kilométrage illimité).

— COMPOSEZ LE NUMÉRO SANS FRAIS 1 877 290-3500 POUR SAVOIR OÙ SE TROUVE LE CONCESSIONNAIRE DAEWOO LE PLUS PROCHE OU VISITEZ NOTRE SITE WWW.DAEWOO.UTO.CA —

Daewoo Longueuil 400, boul. Roland-Thérien Longueuil (450) 928-3000	Daewoo Houle 12230, rue Sherbrooke Est Montréal (514) 640-5010	Daewoo Lajeunesse 8065, rue Lajeunesse Montréal (514) 273-7771	Daewoo Sherbrooke 969, rue Haut-Bois Rock Forest (819) 563-0003	Daewoo de Laval 650, boul. St-Martin Est Laval (450) 629-6262	Daewoo Gatineau 346, boul. Gréber Gatineau (819) 561-6669
Daewoo Trois-Rivières 3851, boul. Royal Trois-Rivières (819) 374-4441	Daewoo Granby 1257, rue Principale Granby (450) 777-7115	Daewoo Châteauguay 21, boul. Industriel Châteauguay (450) 691-2424	Daewoo Léveillé 501, boul. Terrebonne Terrebonne (450) 471-4118	Daewoo St-Hyacinthe 5765, boul. Laurier St-Hyacinthe (450) 778-5765	Daewoo West Island 10333, boul. Gouin Ouest Roxboro (514) 684-9709

*Montre au détail des nouvelles 3-portes Lanos S 2001, des berlines Nubira SX 2001 et des berlines Leganza SX 2001. PDSF : 13 100 817 000 921 000 \$ Transfert et préparation (795 \$), immatriculation et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre le véhicule à un prix inférieur. Visitez le concessionnaire pour de plus amples détails. Financement à l'achat de 1,8 % applicable à tous les nouveaux modèles 3-portes Lanos S 2001 et sedan Nubira 2001 à boîte automatique, pour un terme de 36 mois. Financement à l'achat de 3,8 % applicable à tous les modèles Leganza 2001, pour un terme de 36 mois. Taux de financement optionnels à l'achat offerts également sur tous les modèles, pour des termes de 48 mois. Exemple de financement pour 10 000 \$ à un taux de 1,8 % : 36 mensualités de 355,55 \$, 194,35 \$ de prime d'emprunt de 279,80 \$, 194,60 \$ pour un total de 10 278,65 \$ (10 594,60 \$). Offres seulement par l'entremise de Premier Finance Services et des concessionnaires Daewoo participants, jusqu'au 30 avril 2001. Sous réserve d'une approbation de crédit.



Le monde est de plus en plus futé.

Un rempart historique s'effondre à Saumur

Un pan des remparts du château de Saumur, vraisemblablement miné par les intempéries, s'est effondré dans la nuit de samedi à dimanche sur une zone d'habitations, faisant deux blessés dont les jours ne sont pas en danger. Quatre maisons ont été partiellement écrasées sous les lourds moellons détachés de la muraille. La mairie a décidé l'évacuation de 43 personnes au total tandis qu'un périmètre de sécurité a été mis en place. Le rempart avait été érigé sous le règne d'Henri IV (fin du XVI^e siècle).



Photo ASSOCIATED PRESS

Un navire avec des centaines d'immigrés accoste dans le sud de l'Italie

Agence France-Presse

ROME — Un navire avec environ 600 immigrés clandestins à bord est arrivé hier en milieu de journée au port de Gallipoli, dans le sud de l'Italie, remorqué par d'autres navires, a-t-on appris auprès de la capitainerie du port.

Le *Koiduk-s* serait parti de Turquie et avait été repéré dans la nuit en difficulté aux larges des côtes italiennes, ses moteurs éteints.

Une fois le débarquement dans le port achevé, les militaires et secouristes ont dénombré une soixantaine d'enfants et plusieurs femmes enceintes. Certains des immigrés ont été secourus sur place, ayant souffert de la chaleur pendant le voyage, mais aucun des passagers du navire n'est considéré en mauvais état de santé, selon la capitainerie.

Tous les immigrés sont montés à bord d'autobus qui les ont conduits dans un centre d'accueil local où les autorités procédaient à leur identification.

Le navire, long d'une soixantaine de mètres et âgé d'une trentaine d'années, est inscrit au registre naval d'Istanbul sous le nom de *Ahmet Enon* par-dessus lequel a été inscrit le nouveau, *Koiduk-s*. Les clandestins voyageant à son bord ont affirmé avoir payé en moyenne 2000 \$ US.

Avec la reprise du beau temps, l'Italie craint un regain d'arrivées d'immigrés clandestins qui profitent des longues façades maritimes de la péninsule pour tenter d'entrer dans le pays.

« Avec l'arrivée de la belle saison, avec la répression qui s'intensifie en Turquie et la guerre qui est proche aussi dans le Kurdistan irakien, il est certain qu'il y aura une vague de réfugiés vers l'Italie », a estimé hier Dino Frisullo, responsable d'une ONG qui s'occupe de l'aide aux immigrés.

Au cours des deux dernières années, environ 77 000 immigrés clandestins ont été interceptés sur les côtes italiennes et 15 000 autres l'ont été en 2000 le long de la frontière terrestre entre la Slovaquie et l'Italie.

La façade maritime de l'Italie en fait un des pays de prédilection pour l'immigration clandestine en provenance aussi bien des Balkans et de l'Europe de l'Est que du Proche-Orient ou de l'Afrique du Nord.

L'immigration clandestine est un grand sujet de préoccupation pour Rome qui affirme que ses côtes représentent en même temps la frontière de l'Union européenne dans son ensemble et qu'un effort communautaire est nécessaire pour tenter de résoudre ce problème.

Le sujet sera également discuté lors du sommet du G8 qui se tiendra fin juillet à Gênes, dans le nord du pays.

Le thème de l'immigration est également l'un des principaux de la campagne électorale qui bat son plein en vue du scrutin du 13 mai prochain. Le centre-gauche au pouvoir, tenant compte des sondages qui affirment que les Italiens lient la hausse de la criminalité à l'immigration, a renforcé récemment la loi dans ce domaine.

Ces dispositions et les expulsions régulières d'immigrés interceptés n'empêchent pas les candidats de tenter l'aventure, payant souvent des sommes importantes pour essayer de parvenir en Italie.

Pratiquement tous les jours les forces de l'ordre italiennes interceptent de petits groupes d'immigrés clandestins sur les plages ou le long des routes du sud du pays. Les arrivées massives à bord de navires plus grands sont cependant assez rares.

Début novembre, un navire battant pavillon ukrainien, avec à son bord près de 900 immigrés clandestins, était arrivé dans le sud de l'Italie en provenance de Turquie et quatre semaines plus tôt, un autre navire, le *Diver*, était arrivé au port d'Otrante avec 464 immigrés clandestins à bord.

EN BREF

Sauvetage périlleux d'un médecin américain au pôle Sud

UNE ÉQUIPE de secours arrivée en Antarctique tentera de s'envoler aujourd'hui vers le pôle Sud, dans la quasi-obscurité et au milieu de vents violents, pour tenter d'aller chercher un médecin américain de 59 ans, malade, qui travaille sur la base Admunsen-Scott dans cette partie extrême de la planète. Seul médecin parmi les 50 chercheurs de la base, Ronald Shemanski souffre de la vésicule biliaire et risque d'être emporté par une pancréatite. Deux avions ayant quitté Punta Arenas, dans le sud du Chili, ont ainsi rejoint samedi la base britannique de Rothera sur l'île Adelaide, a précisé Alerie Carroll, porte-parole de la société Raytheon Polar Services qui collabore souvent avec les programmes scientifiques américains en Antarctique. Après avoir troqué le train d'atterrissage classique pour des skis, l'un des deux bimoteurs Twin Otter de huit places devait tenter hier de relier la base Admunsen-Scott à l'occasion d'un vol de dix heures. Mais la mauvaise visibilité et les forts vents ont entraîné le report de l'opération de 24 heures. En cette époque de l'année, la nuit polaire (30 minutes de lumière par jour) et des températures allant jusqu'à moins 75 degrés centigrades règnent au pôle Sud.

Les Européens descendent d'un groupe très restreint d'Africains

LES EUROPEÛENS modernes, et peut-être aussi d'autres populations dans d'autres parties du monde, descendraient d'un groupe d'à peine quelques centaines d'Africains, qui quittèrent leur continent d'origine il n'y a que 25 000 ans, selon une nouvelle étude en génétique rendue publique à l'ouverture d'une Conférence de l'Organisation pour le génome humain, à Édimbourg, en Écosse. Eric Lander, directeur de l'Institut Whitehead pour la recherche sur le génome humain au Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston, a étudié quelque 300 chromosomes chez des personnes originaires de Suède, Europe centrale et Nigeria. Les différences entre l'organisation génétique des chromosomes européens et des chromosomes africains lui ont permis de déterminer quand les « premiers Européens » avaient quitté l'Afrique et combien ils étaient. Cela montre également que les Européens descendent d'un nombre moins élevé d'ancêtres que les Africains : « Il s'agit de centaines d'individus, pas de milliers », a-t-il déclaré. Les chromosomes nigériens étaient en effet très répandus, ce qui indique un large spectre génétique et une longue histoire de croisements multiples. Quant aux chromosomes européens, ils présentent de longues sections de matériel génétique intact, signalant un nombre bien plus restreint de types de chromosomes entrant dans le mélange.

Les besoins en énergie menacent les Grands Lacs

Leur richesse pétrolière et gazière pourrait pallier la crise énergétique aux États-Unis

Presse Canadienne

TORONTO — Les environnementalistes craignent actuellement que les États-Unis ne lancent des projets d'exploitation du potentiel pétrolier et gazier des Grands Lacs pour pallier la crise énergétique qui secoue le pays.

Le gouvernement de George W. Bush craindrait tellement une éventuelle crise énergétique que même les régions les plus protégées du continent ne sont pas à l'abri de sa recherche assoiffée d'énergie, selon les écologistes.

« Il existe une stratégie propre au président Bush en faveur de la production hémisphérique de pétrole pour répondre à l'appétit insatiable de son pays », a affirmé une analyste du Sierra Club du Canada, Christine Elwell. « C'est complètement fou. »

La plupart des Canadiens ne se doutent pourtant pas que l'exploitation de gaz naturel est déjà établie depuis plusieurs décennies du côté canadien du lac Érié, mentionne l'ingénieur en chef du Centre des ressources pétrolières de l'Ontario, à London, Ruby Rybansky.

Actuellement, on retrouve environ 550 puits de gaz en activité du

côté canadien du lac, précise-t-il. « L'industrie ontarienne du gaz naturel sous les eaux des lacs est commercialement active depuis plus de 40 ans. »

Durant les dernières années, cette industrie a connu une croissance grâce au forage oblique, dans lequel un appareil de forage creuse jusqu'à 600 mètres de profondeur avant de virer pour explorer plus largement sous le fond du lac.

Le forage au large pour le pétrole est interdit par des ententes internationales, ajoute M. Rybansky.

M^{me} Elwell rappelle que le niveau de l'eau dans le lac Ontario est actuellement en baisse, ce qui risque de réveiller les polluants qui dorment au fond du lac depuis des années.

Selon elle, le forage n'agiterait pas seulement ces polluants existants, mais libérerait des hydrocarbures et d'autres agents chimiques dans un plan d'eau qui est beaucoup plus petit et moins agité que

les eaux océaniques, où le forage pétrolier est le plus souvent effectué. Cela ne ferait qu'aggraver la situation.

M^{me} Elwell craint que les États-Unis ne pensent qu'à exploiter le combustible fossile sans d'abord tenter de trouver d'autres façons moins chères et plus respectueuses de l'environnement pour régler leur problème.

La forte augmentation du prix de l'énergie au cours des derniers mois a incité le gouvernement américain à songer à exploiter des sources de pétrole et de gaz situées sur des territoires protégés qui se trouvent dans les Rocheuses et en Alaska.

Les environnementalistes, leurs amis au Congrès américain ainsi que plusieurs lobbys canadiens se sont vivement opposés à l'éventualité d'une exploitation en Alaska, ce qui aurait convaincu l'administration Bush de chercher ailleurs.

Pourtant, même si les Grands Lacs contiennent 20 % des réserves d'eau potable en surface de la planète, leur potentiel énergétique

n'est pas si prometteur, selon Greg Stringham, de l'Association canadienne des producteurs pétroliers.

Il précise que l'Ontario, en incluant ce qui est exploité sous les lacs, représente seulement 1,5 % de la production canadienne de gaz naturel.

Les environnementalistes ont peur que les lacs soient mis en péril pour une relativement faible quantité de pétrole et de gaz naturel. Un accident de forage, ajoutent-ils, polluerait les réserves d'eau de millions de personnes en plus de nuire aux activités de pêche, de navigation de plaisance et de tourisme.

Du côté américain, les huit États entourant les Grands Lacs ont, jusqu'ici, tenu les exploitants d'énergie à l'écart, mais le Michigan et l'Ohio auraient songé à des changements législatifs.

Enfin, M. Rybansky rappelle que ce débat n'est pas nouveau car, durant la crise pétrolière des années 1970, les États-Unis s'étaient montrés « extrêmement tentés » par la possibilité d'exploiter les ressources énergétiques du lac Érié.

Invisibles OVNI

Agence France-Presse

LONDRES — Le très officiel Bureau britannique des soucoupes volantes, qui étudiait les activités extra-terrestres depuis près d'un demi-siècle, a fermé ses portes en raison d'une très sérieuse baisse de fréquentation de la Terre par les OVNI (objets volants non identifiés).

Le Bureau, qui comptait pendant un temps quelque 1500 membres dans le monde entier, recevait pendant des années des rapports hebdomadaires sur une trentaine de « repérages » d'OVNI. Aujourd'hui, pratiquement plus aucun objet volant suspect n'est signalé, rapporte *The Times*.

Les réunions mensuelles du Bureau ont été annulées en raison du manque de participants.

Denis Plunkett, un fonctionnaire à la retraite de 70 ans originaire de Bristol, avait fondé le Bureau en 1953, en compagnie de son père, Edgar.

« Je reste toujours aussi enthousiasmé par les soucoupes volantes, mais le problème, c'est que nous nous trouvons au milieu d'un très très grand creux », a-t-il expliqué.

« C'est juste qu'il n'y a pas assez d'OVNI repérés », dit-il, tout en avançant comme explication pour cette raréfaction de « visiteurs » le fait que ces derniers ont sans doute terminé l'étude de la Terre...

Corbeaux détecteurs

Presse Canadienne

TORONTO — Cette année, ce sont des corbeaux — et non des poulets — qui seront utilisés afin de déceler à la frontière canadienne la présence du virus du Nil occidental.

Ces oiseaux à plumage noir se sont vus confier cette responsabilité après que les capacités des gallinacés utilisés l'an dernier eurent été remises en question.

Le virus du Nil occidental, maladie mortelle portée par les moustiques tirant son nom de la région de l'Ouganda où elle fut décelée pour la première fois, en 1937, peut se révéler fatal pour l'homme. Il est encore plus dangereux lorsque contracté par certaines variétés d'oiseaux, en particulier les corbeaux.

Harvey Artsob, responsable du service des maladies zooniques aux laboratoires de santé fédéraux de Winnipeg, a indiqué que « nous nous pencherons sur des oiseaux morts ».

Si des carcasses de corbeaux et d'autres oiseaux similaires tels que les geais bleus sont récupérées dans le sud du Canada, elles seront acheminées à Winnipeg afin d'y être soumises à des examens.

« Nous allons nous fier aux examens faits sur des oiseaux morts », a déclaré M. Artsob.

Conseil de quartier de Ville-Marie



Ville de Montréal

Les membres de votre conseil de quartier, **Serge Lajeunesse**, président, district de Sainte-Marie (39), **Sammy Forcillo**, district de Saint-Jacques (38), et **Gerry Weiner**, district de Peter-McGill (26), vous invitent à participer à la prochaine assemblée du conseil de quartier de Ville-Marie.

À cette assemblée, vous pourrez :

- poser des questions ou présenter des requêtes sur tout sujet qui vous préoccupe relativement à votre quartier ou à l'administration municipale;
- obtenir des renseignements et émettre des commentaires concernant **les priorités du quartier : suivi et propositions pour 2002**.

Aucune inscription préalable n'est requise pour y participer.

Date : Le lundi 30 avril 2001
Heure : 19 h
Lieu : Centre Saint-Pierre
 1205, rue de la Visitation, salle 1205
 (un peu au nord du boulevard René-Lévesque Est)

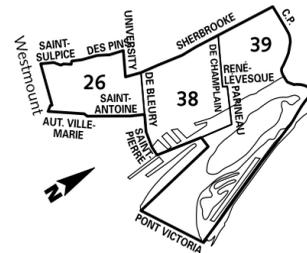
Pour plus de renseignements, adressez-vous au Service des relations avec les citoyens :

- Secrétariat des conseils de quartier, 872-9387
- Bureau Accès Montréal Ville-Marie, 872-6395

La greffière, **Diane Charland**

Le point d'information à cette assemblée sera :

Les priorités du quartier : suivi et propositions pour 2002



Ville-Marie

MONDE

Israël tient l'Autorité responsable d'un attentat



Ariel Sharon

Agence France-Presse

JÉRUSALEM — Israël a rejeté sur l'Autorité palestinienne la responsabilité d'un attentat suicide qui a tué un Israélien et en a blessé 39 autres près de Tel-Aviv, au lendemain d'une réunion israélo-palestinienne destinée à faire baisser la violence.

Par ailleurs, la police a assuré que l'engin

piégé qui avait explosé hier à Haïfa (nord), blessant un policier israélien, était une bombe destinée à un attentat, après avoir privilégié l'hypothèse d'un acte criminel isolé.

Toutefois Israéliens et Palestiniens ont annoncé la poursuite de leurs pourparlers sécuritaires et indiqué qu'ils auraient ces prochains jours une nouvelle rencontre.

Un kamikaze présumé palestinien a actionné une charge explosive parmi les passagers dans une station de bus à Kfar Saba, au nord de Tel-Aviv, tuant un médecin de 53 ans, le Dr Mario Goldin, et blessant 39 autres personnes, presque toutes légèrement, sauf un adolescent de 15 ans.

Le premier ministre israélien Ariel Sharon a aussitôt rendu l'Autorité palestinienne responsable de cette attaque.



Yasser Arafat

Sharon est pris au piège de sa logique sécuritaire

JACQUES PINTO
Agence France-Presse

JÉRUSALEM — L'attentat mortel en Israël hier, au lendemain d'une rencontre de sécurité israélo-palestinienne porteuse d'espoir, risque d'enfermer le premier ministre Ariel Sharon dans sa logique sécuritaire, s'il décide à nouveau d'une riposte militaire.

L'attentat de Kfar Saba, au nord de Tel-Aviv, a fait deux morts, dont le kamikaze qui a actionné sa ceinture d'explosifs, et 39 blessés. À quatre jours des cérémonies du 53^e anniversaire de la création de l'État d'Israël, il est venu rappeler aux Israéliens qu'ils ne connaîtraient pas la paix tant que le conflit israélo-palestinien n'aurait pas trouvé de solution.

« Les coupables payeront le prix » de l'attentat, a affirmé un porte-parole de la présidence du Conseil israélien, qui en a immédiatement imputé la responsabilité à l'Autorité palestinienne.

« L'Autorité palestinienne est opposée aux actes visant les civils des deux bords », a pourtant déclaré à l'AFP le secrétaire de la présidence palestinienne Tayeb Abdelrahim, sans condamner explicitement l'attaque.

Pour Ariel Sharon, le chef de la droite nationaliste (Likoud), plébiscité le 6 février sur son engagement solennel de « rétablir la sécurité des Israéliens », ne pas réagir à l'attentat de Kfar Saba équivaldrait à se dédire, estimait-on dans les milieux diplomatiques.

Une riposte pourrait en revanche élargir les premières lézardes apparues au sein de sa coalition et jusque dans son propre camp, après la réoccupation par l'armée pendant près de 24 heures, du 16 au 17 avril, d'un secteur sous contrôle total palestinien dans la bande de Gaza, en violation des accords d'autonomie, en réponse à des tirs de mortier sur le territoire israélien.

Washington avait jugé l'opération « excessive et disproportionnée », le plus sévère rappel à l'ordre adressé par les États-Unis, principal allié d'Israël, à M. Sharon depuis son entrée en fonctions le 7 mars.

Des ministres, membres du cabinet de sécurité, dans le camp travailliste (gauche) comme dans celui du Likoud, les principaux partenaires de la coalition, ont émis des réserves sur l'opération, pressant M. Sharon d'opter pour une solution politique et non militaire du conflit.

Le ministre travailliste des Affaires étrangères Shimon Peres poursuit cependant en coulisses ses contacts politiques avec les responsables palestiniens en vue d'une reprise des négociations de paix, au grand dam des partis à la droite du Likoud, qui en ont exigé l'arrêt.

« Il faut donner instruction à Shimon Peres d'interrompre tous les contacts avec les Palestiniens, pour leur faire comprendre qu'il n'y aura ni négociations ni allègement des restrictions (sur la population des territoires) tant que les tirs n'auront pas cessé », a déclaré hier à la radio militaire le chef du Parti national religieux (PNR), principale émanation des colons, Yitzhak Lévy.

Ces contacts ont lieu parallèlement aux rencontres sécuritaires, dont l'objectif officiel est de mettre un terme aux violences.

« Il est évident que l'attentat de Kfar Saba est le fait d'organisations (palestiniennes) qui entendent faire échec à toute éventuelle sortie de crise et veulent pousser Israël à l'escalade », a indiqué à l'AFP, un diplomate israélien qui a requis l'anonymat.

« Cette situation d'impasse ne saurait durer longtemps. Si M. Sharon ne se décide pas à opter pour une solution politique, cela précipitera l'heure de vérité pour les travaillistes », ces derniers ne pouvant, selon lui, adopter sa logique du tout-sécuritaire.

Arafat entre le marteau d'Israël et l'enclume de la rue

EZZEDINE SAID
Agence France-Presse

JÉRUSALEM — Mis en cause par Israël qui le tient pour responsable des attaques palestiniennes et poussé à la fermeté par son peuple, le président Yasser Arafat est confronté au dilemme de relancer le processus de paix sans perdre le soutien de la rue.

Israël a imputé hier à l'Autorité palestinienne de M. Arafat la responsabilité d'un attentat suicide qui a fait deux morts près de Tel-Aviv, au lendemain d'une nouvelle rencontre sécuritaire israélo-palestinienne.

« Arafat est la première victime de l'effondrement du processus de paix et il restera dans une impasse en l'absence de perspectives pour une reprise de ce processus », a déclaré à l'AFP l'analyste palestinien Ghassan al-Khatib, du Jerusalem Media and Communication Center (JMCC).

« La seule issue à cette impasse réside dans une reprise du processus de paix mais les chances sont quasi-nulles tant qu'Ariel Sharon (le premier ministre israélien) est au pouvoir », a-t-il ajouté.

M. Sharon, élu en février sur la promesse de rétablir la sécurité, refuse de reprendre les négociations avec les Palestiniens avant que cesse l'Intifada.

M. Arafat, face aux violentes repréailles d'Israël contre les forces et les infrastructures de l'Autorité palestinienne, a certes ordonné à sa police de faire cesser les tirs de mortier contre des cibles israéliennes, mais il s'est clairement prononcé à plusieurs reprises pour une poursuite du soulèvement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Israël accuse l'Autorité palestinienne de ne rien faire pour empêcher les attentats, voire de les encourager.

« L'Autorité palestinienne et ses forces de sécurité assument l'entière responsabilité de ce qui se passe », a déclaré à l'AFP un porte-parole du gouvernement israélien, Raanan

Gissin, après l'attentat suicide d'hier dans la ville de Kfar Saba.

« Ils (les responsables palestiniens) sont censés arrêter les actes terroristes. Non seulement ils ne le font pas, mais ils aident et soutiennent les activités terroristes », a ajouté M. Gissin selon lequel les commanditaires de l'attentat « en payeront le prix ».

« Sur le terrain, il n'y a aucune indication qu'Arafat a émis des ordres et que des mesures ont été prises pour arrêter ces actions terroristes », a-t-il poursuivi.

D'après M. Khatib, « Yasser Arafat ne peut renoncer au processus de paix car il perdrait sur le plan diplomatique et s'aliénerait la communauté internationale, ni prendre ses distances vis-à-vis de l'Intifada ».

« Il tente de jongler avec les deux options, ce qui le place dans une situation très difficile », a-t-il estimé.

« Sa position internationale s'est détériorée mais il est aujourd'hui plus populaire chez lui grâce à ses prises de position en faveur de l'Intifada », a-t-il ajouté.

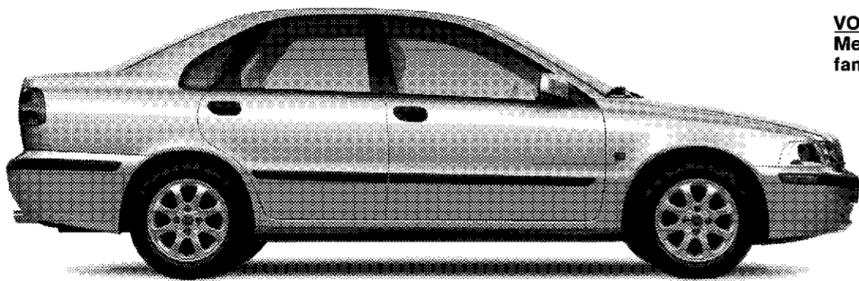
L'attentat de Kfar Saba s'est produit quelques heures après une rencontre sécuritaire israélo-palestinienne, sous parrainage américain, destinée à faire baisser la violence.

« Tout le peuple palestinien rejette les rencontres sécuritaires, et toutes les factions palestiniennes exigent qu'elles cessent », a déclaré à l'AFP un dirigeant du mouvement intégriste Hamas à Gaza, Abdelaziz al-Rantissi.

Selon M. Khatib, en dirigeant ses repréailles vers des cibles de l'Autorité palestinienne, Israël cherche à affaiblir M. Arafat et le mettre sous pression pour qu'il fasse cesser l'Intifada.

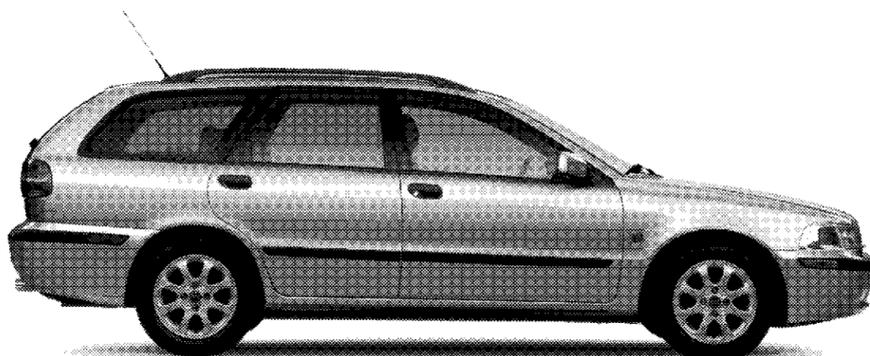
« Pour l'instant Israël ne cherche pas à provoquer l'effondrement de l'Autorité palestinienne parce qu'il réalise que Yasser Arafat est le seul homme capable d'unifier les Palestiniens et qu'il ne trouvera pas un autre interlocuteur », estime-t-il.

LA SÉCURITÉ N'A PAS DE PRIX ? PLUS MAINTENANT !



VOLVO S40
Meilleure voiture a vocation familiale 2001*

Louer S40 pour
399 \$
/mo. (48 mois) avec
acompte de seulement
2 625 \$



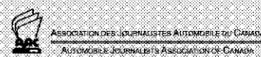
VOLVO V40
Meilleure familiale 2001

Louer V40 pour
399 \$
/mo (48 mois) avec
acompte de seulement
2 995 \$

VOLVO
pour la vie

Grâce à la S40 et V40 de Volvo, le prix que vous devez payer pour conduire en toute sécurité est beaucoup plus raisonnable.

- MOTEUR TURBOCOMPRESSÉ À 160HP
- SACS GONFLABLES FRONTAUX À DÉPLOIEMENT ADAPTÉ
- SIÈGES À PROTECTION ANTICONTRECOUP
- RIDEAUX GONFLABLES LATÉRAUX
- SYSTÈME DE PROTECTION EN CAS DE COLLISIONS LATÉRALES
- SACS GONFLABLES LATÉRAUX
- CAGE DE SÉCURITÉ EN ACIER HAUTE RÉSISTANCE
- FREINS ABS RÉPARTITION ÉLECTRONIQUE DU FREINAGE



<p>le groupe VOLVO</p> <p>Montréal UPTOWN VOLVO 4900, rue Paré (514) 737-6666</p>	<p>Saint-Hyacinthe AUTOMOBILES CHICOINE INC. 855, rue Johnson (450) 771-2305</p>	<p>Sainte-Agathe FRANKE VOLVO 180, rue Principale (819) 326-4775</p>	<p>Laval VOLVO DE LAVAL div. de: Boulevard St-Martin Auto 1430, boul. St-Martin Ouest (450) 667-4960</p>	<p>Pointe-Claire VOLVO POINTE-CLAIRE 15, Auto Plaza (514) 630-3666</p>	<p>Saint-Léonard JOHN SCOTTI AUTO LTÉE 4315, boul. Métropolitain Est (514) 725-9394</p>	<p>Brossard VOLVO DE BROSSARD 9405, boul. Taschereau (450) 659-6688</p>
---	---	---	---	---	--	--

PDSF pour un Volvo S40/V40 2001 : 31 400 \$/32 400 \$. Taux de bail de 4,9% offert sur S40/V40 de modèles 2001. Cette offre temporaire est disponible par l'entremise des détaillants Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation du crédit aux clients au détail admissibles seulement. Exemple de location à long terme d'une Volvo S40/V40 2001 avec acompte ou échange équivalent de 2 625 \$/2 995 \$: 399,26 \$/399,36 \$ par mois, basé sur 48 mensualités totalisant 19 164,48 \$/19 169,28 \$. Achat à la fin du bail pour 13 781,50 \$/14 542,00 \$. Fret et préparation de 1 050\$, taxes, immatriculation et assurances en plus. Première mensualité et dépôt de sécurité de 500 \$ (dépôt de sécurité sur S/V40 non requis jusqu'au 30 Avril, 2001) requis. Le bail prévoit une allocation de 20 000 kilomètres par année (0,08 \$ par kilomètre excédentaire). Le détaillant peut louer ou vendre moins cher. Pour plus de détails ou d'autres options de location, voyez votre détaillant Volvo. ©2001 Automobiles Volvo du Canada Ltée. «Volvo - pour la vie» est une marque de commerce d'Automobiles Volvo du Canada Ltée. N'oubliez pas de boucler votre ceinture. Visitez www.volvocanada.com. AJAC Meilleure familiale 2001 - V40, et Meilleure voiture à vocation familiale* 2001 - S40.

FMI et Banque mondiale auscultent une économie faiblissante

Les ministres des Finances du G7 en profiteront pour évaluer la baisse aux É.-U. et la stagnation au Japon

JEAN-LOUIS DOUBLET
Agence France-Presse

WASHINGTON — Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale vont tenir cette semaine à Washington leurs « réunions de printemps » sur fonds de ralentissement prononcé de la croissance de l'économie américaine et de stagnation au Japon.

L'atmosphère tranche avec les dernières réunions annuelles des deux organisations financières internationales à Prague en septembre et le FMI va devoir revoir nettement à la baisse son estimation de croissance pour l'économie mondiale en 2001.

De 4,2 % en septembre, ses prévisions devraient être abaissées à environ 3 % à 3,4 % dans les « perspectives sur l'économie mondiale » qui seront publiées par le FMI jeudi avant le début des réunions.

Les ministres des Finances des sept pays les plus industrialisés (G7) tiendront une réunion samedi où figureront en bonne place les conséquences du ralentissement de l'économie américaine et la stagnation de celle du Japon.

Une petite passe d'arme vient d'opposer Américains et Européens, les premiers s'étonnant, par la voix de leur secrétaire au Trésor Paul O'Neill, de l'optimisme des seconds sur le maintien, en dépit des faiblesses aux États-Unis, des bonnes performances de leurs économies.

Autre sujet d'inquiétude, les crises financières actuelles en Turquie

et en Argentine. La Turquie attend un plan de soutien international sous l'égide du FMI après avoir évalué ses besoins supplémentaires à environ 12 milliards de dollars.

Les discussions relatives aux perspectives économiques des pays industrialisés et les menaces de crise dans les pays émergents risquent de faire passer quelque peu au second plan les débats sur les pays les plus pauvres.

L'initiative sur la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (HIPC/PPTTE), gérée par le FMI et la Banque mondiale, lancée en 1999, bénéficie à 22 pays.

« Sur ces 22 pays, 16 payent toujours plus pour le service de leur dette que ce qu'ils peuvent dépenser pour leurs services de santé », souligne toutefois Oliver Buston de l'organisation non gouvernementale (ONG) Oxfam.

Plusieurs autres ONG demandent à ce que la dette des pays les plus pauvres soit complètement effacée.

Les deux organisations internationales vont de leur côté demander à leurs pays membres de répondre à l'engagement de consacrer au moins 0,7 % de leur produit intérieur brut (PIB) à l'aide

au développement, laquelle s'évalue actuellement en moyenne à 0,24 %, indique Caroline Anstey, porte-parole de la Banque mondiale.

« La différence représente 100 milliards de dollars par an », souligne-t-elle. Le président de la Banque, James Wolfensohn « va rappeler qu'il sera impossible de répondre à l'objectif de réduire la pauvreté de moitié dans le monde d'ici 2015 sans renforcer l'aide au développement », ajoute Caroline Anstey.

Oxfam souhaite également que les ministres des finances des pays du G7 lancent une initiative inter-

nationale pour donner d'ici 2015 à tous les enfants dans le monde les moyens de bénéficier d'une éducation de base.

Sur un plan plus technique, les réunions serviront également à examiner les récentes propositions du FMI sur la diminution des conditions attachées à l'octroi de ses prêts dans le cadre des programmes économiques conclus avec les gouvernements des pays membres.

Les réunions du printemps 2000 du FMI et de la Banque mondiale à Washington puis leurs réunions annuelles à Prague à l'automne avaient été marquées par des manifestations, parfois violentes, des opposants à la mondialisation.

Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu.
En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

SOLARIUMS ZYTCO

VASTE SÉLECTION DE MODÈLES DE SOLARIUMS
TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS
CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN,
CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN
ALUMINIUM OU CÈDRE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC. H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM

NOUVEAU VERRE SUPER-ISO BLOCK

ARÊTES OU RECOURBÉS

514-335-2050
ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

loto-québec résultats

6/49	Tirage du 2001-04-21	GAGNANTS	LOTS
		6/6 0	2 000 000,00 \$
		5/6+ 15	39 269,60 \$
		5/6 201	2 344,40 \$
		4/6 12 936	69,80 \$
		3/6 255 443	10,00 \$
		Ventes totales: 14 403 091 \$	
		Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$	

Québec 49	Tirage du 2001-04-21	GAGNANTS	LOTS
		6/6 0	1 000 000,00 \$
		5/6+ 1	50 000,00 \$
		5/6 16	500,00 \$
		4/6 928	50,00 \$
		3/6 17 904	5,00 \$
		Ventes totales: 627 661,00 \$	

Promotion Double Jeu*

6/49 + Québec 49	Tirage du 2001-04-21	12 14 28 44	
		GAGNANTS	LOT
		66	151,52 \$

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

Panco	Tirage du 2001-04-22	02 04 05 10 11 20 21 27 38 40 41 43 47 50 54 61 65 68 69 70
Quotidien	Tirage du 2001-04-22	3 4 816 9043
Extra	Tirage du 2001-04-21	NUMÉRO: 985288
Extra	Tirage du 2001-04-22	NUMÉRO: 045370

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

CSQ
LA CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC PRÉSENTE

LA SEMAINE DU BARREAU DE MONTRÉAL TOUT DROIT!

en collaboration avec

Ministère de la Justice Canada / Department of Justice Canada / Gouvernement du Québec / Ministère de la Justice

24 AU 27 AVRIL 2001
COMPLEXE DESJARDINS

Consultations juridiques gratuites, conférences, procès simulés, stands d'information

Mardi 24 avril : Journée Le Bel Âge pour les aînés
Mercredi 25 avril : Journée sur le droit du travail
Jeudi 26 avril : Journée jeunesse CSQ
Vendredi 27 avril : Journée sur le droit familial

Hydro Québec, loto-québec, La Presse, CKAC 730, BEL ÂGE, RCG Concept

Un modéré à la tête du Vietnam

Nong Duc Manh : compromis entre réformistes et conservateurs

PHILIPPE PERDRIAU
Agence France-Presse

HANOI — M. Nong Duc Manh, président de l'Assemblée nationale vietnamienne, un modéré membre d'une ethnie minoritaire, est devenu hier le nouveau numéro un vietnamien en obtenant 100 % des voix des membres du Comité central du Parti à l'issue du 9^e congrès quinquennal du Parti communiste vietnamien (PCV).

La nomination de M. Manh, un modéré, à la tête du Vietnam est considérée par les analystes comme un compromis entre les clans réformiste et conservateur qui s'équilibrent au sommet du Parti et de l'État.

« M. Manh a fait un parcours sans faute à la tête de l'Assemblée nationale qu'il a dirigée pendant neuf ans, mais il ne faut pas attendre de trop grands changements dans les orientations du Vietnam, car c'est un homme du sérail dont l'orthodoxie idéologique n'a jamais été mise en cause », a estimé un diplomate occidental.

M. Manh, 60 ans, est le premier secrétaire général du PCV de l'histoire du Vietnam à être élu à l'unanimité, lors d'un vote du nouveau comité central désigné par le congrès, dont le résultat a été rendu public hier à Hanoi lors de la clôture du congrès.

Les délégués du congrès ont voté à bulletin secret pour désigner un nouveau comité central du PCV qui a entériné le limogeage du numéro un vietnamien, le conservateur Le Kha Phieu, et son remplacement par le

président de l'Assemblée nationale Nong Duc Manh, résultat de plusieurs mois d'âpres luttes au sein de la direction du Parti.

M. Nong Duc Manh était le seul candidat au poste de secrétaire général du Parti.

M. Manh, membre de l'ethnie Tay du nord du Vietnam, avait été choisi pour être le nouveau secrétaire général du PCV lors du « pré-congrès » du Parti réuni peu avant le congrès.

Il succède au général Le Kha Phieu, chef du clan conservateur du PCV et premier chef du PCV limogé avant la fin de son mandat quinquennal dont le départ avait été réclamé par le comité central du PCV et les principaux mentors du Parti, Do Muoi, Le Duc Anh et l'ancien Premier ministre Vo Van Kiet.

Nong Duc Manh a promis après sa nomination l'intensification des efforts pour lutter plus fermement contre la corruption.

« Nous discuterons des mesures destinées à combattre de manière âpre, très âpre la corruption et cette lutte sera poursuivie sans relâche », a-t-il déclaré lors de sa première rencontre avec la presse après la clôture du 9^e congrès du PCV.

Il a en outre réaffirmé la « constance » de la politique extérieure de la nouvelle direction du PCV, basée sur le « principe de non-ingérence dans les affaires intérieures » des nations.

« Le Vietnam veut être un ami et partenaire fiable de tous les pays », a affirmé M. Manh en ajoutant que le Vietnam continuera

à « élargir ses relations internationales et maintiendra la priorité de ses relations extérieures avec les pays voisins, les pays socialistes et les pays amis traditionnels du pays ».

Le congrès du Parti a également procédé à l'élection d'un nouveau comité central de 150 membres, contre 170 auparavant.

15 militaires sont membres de ce comité central alors qu'ils étaient 17 dans le précédent, a précisé une source au sein du Parti.

Le congrès a également décidé de rétablir un Secrétariat du comité central, organe qui avait été supprimé lors du dernier congrès en 1996 et remplacé par un Bureau permanent du Bureau politique.

Le Bureau permanent du Bureau politique, inspiré du modèle chinois, permettait à une poignée d'hommes-clés du régime de centraliser les pouvoirs afin d'accroître l'efficacité de la prise de décision.

« Le rétablissement du Secrétariat, est un signe que les dirigeants vietnamiens veulent donner une plus grande autonomie à l'État par rapport au Parti », selon un diplomate.

Le congrès a également limité à deux mandats l'exercice du secrétaire général.

Ces amendements ont été entérinés à l'unanimité lors d'un vote à main levée en séance de clôture du congrès.

Tous les dirigeants du PCV, l'un des derniers partis communistes au pouvoir au monde, les responsables du gouvernement et près de 1200 délégués, ont participé au congrès du Parti.



Photo AFP
Nong Duc Manh, élu à l'unanimité hier secrétaire général du Parti communiste vietnamien. Il a tenu sa première conférence de presse devant un buste d'Ho Chi Minh.

Nouveau test crucial pour les relations sino-américaines

PHILIPPE DEBEUSSCHER
Agence France-Presse

WASHINGTON — Déjà sévèrement tendues par la crise de l'avion espion EP-3, les relations sino-américaines seront soumises cette semaine à un nouveau test crucial, le président George W. Bush devant prendre une décision sur une très importante commande d'armements soumise par Taiwan.

Cette décision, très attendue, devrait inter-

venir durant la première partie de la semaine, a indiqué le porte-parole de la Maison-Blanche Ari Fleischer. Une délégation militaire taïwanaise se rendra demain à Washington pour prendre connaissance des décisions de la Maison-Blanche.

Depuis plusieurs mois, les dirigeants chinois ont multiplié les avertissements aux États-Unis pour les dissuader de livrer aux dirigeants de l'île qu'ils considèrent comme une province rebelle, quatre contre-torpilleurs équipés de systèmes de défense anti-

missiles ultramodernes Aegis.

Les dirigeants taïwanais souhaitent également acquérir quatre autres contre-torpilleurs plus anciens de classe Kidd, un avion P-3 spécialisé dans la chasse anti-sous-marine, des sous-marins conventionnels, des missiles antimissiles, des bombes téléguidées, des systèmes radar à longue portée ainsi qu'un poste de commandement et de contrôle électronique.

Ils espèrent ainsi contrer l'arsenal militaire chinois déployé en face de leurs côtes, qui a été considérablement renforcé ces dernières années.

Environ 300 missiles balistiques mobiles à court rayon d'action DF-6 et DF-7, sont désormais pointés sur l'île.

Les dirigeants chinois considèrent que la vente des Aegis entraînerait une très forte escalade de la tension dans la région. Ils craignent que la livraison de tels équipements à Taiwan, ne donne aux États-Unis la couverture nécessaire pour le déploiement en Asie d'un bouclier antimissiles pour neutraliser l'arsenal nucléaire chinois.

M. Bush a adopté une attitude plus ferme que son prédécesseur Bill Clinton à l'égard de la Chine, qu'il considère comme un « concurrent stratégique » et les relations récentes entre les deux pays ont été marquées par des affrontements sur le terrain des droits de l'homme, qui ont culminé avec l'affaire de l'avion espion.

Selon des fuites en provenance du Pentagone, il semble toutefois probable que M. Bush décidera de différer la vente des Aegis à Taiwan.

« Un consensus existe désormais sur une recommandation » qui renverrait à plus tard cette vente, a indiqué en fin de semaine un responsable du Pentagone.

Les discussions se poursuivaient par contre encore sur les conditions qui seraient attachées à une livraison éventuelle plus tard de ces systèmes d'armes.

Le même responsable a laissé entendre que les forces taïwanaises n'étaient pas forcées en mesure d'utiliser et d'assurer la maintenance d'un système aussi perfectionné.

Le président Bush se trouve devant un choix difficile, confronté à la pression des faucons anti-chinois dans les rangs républicains au Congrès, tandis que les milieux d'affaires américains l'encouragent à ne rien faire qui puisse compromettre l'ouverture du marché chinois à leurs produits.

S'il repousse à plus tard la vente des Aegis, il pourrait par contre donner son feu vert à la livraison d'un « paquet » robuste d'armements américains à Taiwan, afin d'adresser un signal à la Chine dont le budget militaire a bénéficié d'une hausse record de 17,7 % cette année.

Washington vient par ailleurs d'accorder un visa de tourisme à l'ancien président taïwanais Lee Teng-hui, au grand dam de la Chine, et aura à se prononcer prochainement sur l'octroi d'un visa de transit à l'actuel président Chen Shui-bian, dans le cadre d'un déplacement en Amérique latine, le mois prochain.

Pour votre BUDGET...

0\$ comptant 1,9%



199\$

/mois*

Cavalier 2001

Moteur 4 cyl.-115 CV • Dispositif anti-vo
Syst. anti-blocage des freins • Banquette arrière rabattable

1,9% 0\$ comptant



Alero GX 2001

Moteur 2,4 de 150 CV • Climatiseur
Portières électriques

0\$ comptant 1,9%



Malibu 2001

Moteur V6 - 3,1 L • Trans. automatique surmultipliée
Climatiseur • Freins ABS

299\$

/mois*

0\$ comptant 1,9%



Tracker 4x4 2001

5 vitesses manuelles • Moteur de 2,0 L
5 passagers • AM/FM Cassettes

1,9%



Venture 2001

Moteur V6 - 3,4 L • 7 passagers • Climatiseur
Portières électriques • CD

399\$

/mois*

1,9% 0\$ comptant



Blazer 4x4 2001

Moteur V6 - 4,3 L • Climatiseur • Groupe électrique
4 roues motrices • Ensemble tout terrain

0\$ comptant 1,9%



Impala 2001

Moteur V6 - 3,4 L • Climatiseur
Tout équipé

DÉCARIE
CHEVROLET OLDSMOBILE
On n'y va pas par quatre chemins !

(514) 744-6401

925, boul. Marcel-Laurin Saint-Laurent (Québec)
Site Web : www.decariechevrolet.com

*Sujet à approb. de crédit. Pour utilis. pers. Location 48 mois incluant 20 000 km par an. Dépôt de sécurité remboursable requis. Comptant Venture 1000\$. Taxes, immatriculation, assurance et transport en sus. Préparation, inclus. Voir détails chez le concessionnaire. Le modèle peut différer de l'illustration.

LACURA LAVAL
2500, boul. Chomedey, Laval
Intersection de la 440, voisin Carrefour Laval (450) 682-4050
*Transport et préparation en sus. 95\$ photo indicative seulement Taxes, immatriculation en sus.

Acura MDX 2001 P.D.S.F. 47 000\$*
4X4

Incluant: V6 VTEC de 240 chevaux De l'espace pour 7 passagers Climatiseur synchronisé avant et arrière Chaîne Bose avec lecteur de CD 6 disques Sièges chauffants en cuir Coussins gonflables avant et latéraux (SRS) et tellement plus...

jobboom.com
Vous pourrez toujours dire non.

Monténégro: majorité pour la coalition pro-indépendantiste

Associated Press

PODGORICA, Yougoslavie – La coalition pro-indépendantiste du président Milo Djukanovic a remporté la majorité aux élections législatives organisées hier au Monténégro, selon les premiers résultats non officiels.

Après dépouillement de 12 % des bulletins de vote, la coalition « Victoire pour le Monténégro » du président monténégrin Milo Djukanovic était en tête avec 44 % des voix, contre 38 % pour le bloc anti-indépendantiste « Ensemble pour la Yougoslavie », a rapporté la commission électorale.

Citant leurs propres estimations, le porte-parole de M.Djukanovic, Miodrag Vukovic, a indiqué que

sur 55 % des bulletins dépouillés, la coalition « Victoire pour le Monténégro » était en tête de l'élection avec 45 % des suffrages contre 38 % pour le bloc anti-indépendantiste « Ensemble pour la Yougoslavie ».

« Je peux conclure que nous avons gagné cette élection », a déclaré le porte-parole du président Djukanovic.

Miodrag Vukovic a ajouté que le président monténégrin formerait une coalition avec le parti des libéraux qui ont obtenu 9 % des suffrages et qu'ensemble, ils feraient tout pour organiser cet été un référendum sur l'indépendance du Monténégro.

Si ces résultats non-officiels étaient confirmés, le camp indépendantiste remporterait 44 des 77 sièges du parlement, selon la commission nationale électorale. Soit 35 sièges pour le mouvement de Djukanovic, six pour les libéraux et

trois pour de petits partis ethniques albanais qui demandent aussi l'indépendance de la province.

Les opposants à la secession estiment que sans la majorité des deux tiers au parlement, le bloc indépendantiste aura des difficultés pour parvenir à la secession. « Le résultat auquel nous sommes parvenus nous garantit de rester dans la Yougoslavie », a déclaré Vuksan Simonovic, l'un des dirigeants du mouvement « Ensemble pour la Yougoslavie » devant une foule enthousiaste de plusieurs milliers de militants.

Environ 448 000 électeurs monténégrins étaient inscrits dans un millier de bureaux de vote. Trois mille observateurs, dont 200 étrangers, étaient présents pour le scrutin. Ouverts à 8 h, les bureaux de vote ont fermé à 21 h. Les résultats définitifs devant être proclamés demain.



Le président du Monténégro, Milo Djukanovic, et sa femme quittant le bureau de scrutin hier aux législatives de cet État yougoslave où se profile un fort mouvement indépendantiste.

Les États-Unis impliqués dans une tragique bavure dans le ciel péruvien

PATRICK ANIDJAR
Agence France-Presse

WASHINGTON — En croyant aider le Pérou à intercepter un petit avion soupçonné à tort de transporter de la drogue, les États-Unis ont à l'aveuglette abattu un avion péruvien qui a abattu l'appareil, tuant deux de ses occupants, une missionnaire américaine et son bébé.

Ce drame, au cours duquel un avion de reconnaissance américain a guidé un appareil de la force aérienne péruvienne en direction du monomoteur de type Cessna 185, s'est produit vendredi au-dessus de la jungle amazonienne, dans le nord du Pérou.

Le petit hydravion, qui avait dé-

collé de Leticia, au nord-est du Pérou, se rendait à Iquitos, environ 300 km plus à l'ouest, lorsqu'il est apparu dans le champ de radars américains.

Dans le cadre d'un accord liant Washington et Lima, signé en 1990 par l'ancien président George Bush, l'appareil américain a informé l'armée péruvienne qu'un avion suspect survolait le nord de leur pays.

« Un appareil américain non armé se trouvait dans la zone et a fourni des renseignements concernant sa localisation pour la mission d'interception conduite par l'aviation péruvienne », a indiqué sous couvert de l'anonymat un haut responsable du Département d'État, sans préciser de quel service dépendait cet avion américain.

Mais, il a cependant estimé que les Péruviens portaient la responsabilité de l'incident. « Les autorités péruviennes sont responsables de l'identification de l'avion et décident de la marche à suivre », a-t-il précisé.

Des responsables militaires américains ont soutenu qu'aucun appareil militaire américain ne participait à la lutte anti-drogue dans le ciel péruvien.

À la suite du drame, la coopération entre les États-Unis et le Pérou sur le terrain de la lutte contre la contrebande de stupéfiants a été suspendue, le temps de mener l'enquête, a indiqué le département d'État.

« Plusieurs agences » participent à l'enquête, a indiqué hier le porte-parole de la Maison-Blanche Ari

Fleischer en suggérant que le département d'État supervisait l'investigation américaine.

L'armée péruvienne a de son côté affirmé que toutes les sommations radio adressées à l'avion visé étaient demeurées sans réponse, reconnaissant qu'elle avait effectivement abattu un appareil, soupçonné d'être engagé dans la contrebande de drogue.

En dépit des dommages causés par les tirs, le pilote du Cessna 185, Kevin Donaldson, blessé à la jambe, a réussi à poser l'hydravion sur le fleuve Amazone, avant d'être recueilli et évacué.

Mais deux de ses passagers, Veronica Bowers, 36 ans, et sa fille de sept mois, Charity, ont été tuées, tandis que son mari, Jim et son fils, Cory, également à bord, étaient

sains et saufs.

L'Association des Baptistes américains pour l'évangélisation du monde, ABWE à laquelle la famille Bowers appartenait, a indiqué que le pilote avait informé de son plan de vol l'aviation civile péruvienne, ce que son directeur, Mario Justo, a démenti, dans un entretien avec le quotidien *Washington Post* publié hier.

Selon le journal, Donaldson a affirmé n'avoir reçu aucun avertissement des deux avions de la chasse péruvienne, qui ont volé quelques minutes à ses côtés, avant que l'un d'eux ne commence à tirer.

À Québec, le président George W. Bush a déclaré que « les États-Unis étaient, évidemment, très émus que deux citoyens américains aient perdu la vie au Pérou ».

Les folies du printemps

CONCORDIA AUTO

NEON 2001
• Moteur 4 cylindres 2.0 Litres • 5 vitesses • Climatiseur
• Direction assistée • radio cassette am-fm
Garantie 5100
16695 \$**

CARAVAN 2001
• Moteur 6 cylindres de 3.3 litres • Automatique
• Radio C.D. • Vitres et verrouillage électriques
• Climatiseur
Garantie 5100
268 \$* Comptant 3860\$

Option comptant disponible

GRAND CHEROKEE LTD 2001
• Ensemble 28K • Moteur V8 • Toit ouvrant électrique
• Sièges en cuir chauffants
• Chargeur C.D. 10 disques
• Et beaucoup plus...
Garantie 5100
499 \$* Comptant 5400\$

LIQUIDATION DES MODÈLES 2000

TOWN & COUNTRY LIMITED
• Moteur V6 3.8 Litres
• 4 roues motrices
• Intérieur en cuir
• Climatiseur et chauffage arrière
48730 \$*
39995 \$**

CHRYSLER 300 M
• Moteur 6 cylindres de 253 ch. • Intérieur en cuir
• Toit ouvrant
• Ensemble Performance
41765 \$*
33995 \$**

*Location 48 mois, 3600 \$ par année. Transport et préparation en sus. CARAVAN (1998), GRAND CHEROKEE (1995), TOWN & COUNTRY (1998), CHRYSLER (1998) 1998

**Transport, préparation et taxes en sus. Les photos sont à titre indicatif seulement.

CHRYSLER Jeep

CONCORDIA AUTO
6464, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal-Nord
Tel.: (514) 324-9100
www.concordiaauto.com



Satisfaction et fierté garanties à l'achat.



Sienna CE Plus

Taux de financement de

1,9%*
jusqu'à 36 mois

ou location à partir de

299 \$**
par mois, 48 mois

Trophée Pyramide 2001 de la CAA pour la satisfaction des propriétaires de véhicules dans la catégorie mini-fourgonnettes.†

- Glaces, verrous et rétroviseurs assistés
- Deux portières coulissantes
- Place pour 7 personnes
- Moteur de 3 L et 210 ch
- Climatiseur jumelé
- Régulateur de vitesse
- Freins antiblocage
- Témoin de basse pression des pneus
- Radiocassette AM-FM avec CD

L'achat d'une mini-fourgonnette ne devrait pas seulement être synonyme de plaisir mais aussi de tranquillité d'esprit. Et c'est exactement ce que vous offre la Sienna. Les études le prouvent : elle nécessite 28 % moins de réparations avec des coûts inférieurs de 22 % à ceux des véhicules de même catégorie d'âge. La mini-fourgonnette la plus sécuritaire est donc aussi la plus fiable.†† En plus d'être abordable ! Passez vite voir votre concessionnaire Toyota... et ressentez une immense satisfaction avant même de prendre le volant.



2980174A



Plans de location et de financement de Toyota Crédit Canada Inc. Approbation du crédit requise. *Exemple de financement : 20 000 \$ à un taux de financement de 1,9 % par année. Paiement mensuel de 572 \$ pendant 36 mois. Frais d'emprunt de 592 \$. Coût total du prêt de 20 592 \$. Immobilisation, assurance, frais de transport et de préparation et taxes en sus. **En fonction d'une location-bail de 48 mois et d'un taux de location de 5,9 % sur la Sienna CE Plus (modèle 2F19CS-B) avec acompte de 5 475 \$ ou échange équivalent. Premier paiement et dépôt de garantie de 350 \$ exigés au moment de la livraison. Coût total de la location de 19 827 \$ et prix de l'option d'achat de 14 472,15 \$ basés sur un maximum de 96 000 kilomètres. Des frais de 0,10 \$ s'ajoutent pour chaque kilomètre supplémentaire, s'il y a lieu. Basé sur un PDSF de 29 535 \$. La location inclut un maximum de 1 245 \$ de frais de transport et de préparation, immobilisation, assurance et taxes en sus. Offres valables sur modèles Sienna CE Plus 2001 neufs, loués ou achetés avant le 31 mai 2001. Le concessionnaire peut louer/vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour plus de détails. †Trophée Pyramide 2001 de la CAA pour la satisfaction des propriétaires de véhicules dans la catégorie mini-fourgonnettes attribué à la Sienna, modèles 1998 - 2000. ††Basé sur les essais de l'Insurance Institute for Highway Safety des E-U en 1998 pour les collisions frontales déportées à 40 %, à 40 mi/h. Pour obtenir les résultats complets des tests, visitez www.iihsafety.org. Votre concessionnaire Toyota est fier de commander les Jeux olympiques spéciaux et le programme La classe verte Toyota Evergreen.



29852111

FORUM

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Editorialiste en chef

Le Sommet des bonnes intentions



AGNÈS GRUDA
 Agruda@lapresse.ca

Comme prévu, la déclaration finale du Sommet de Québec accorde une grande place à la démocratie. Élément clé de ce texte : les 34 chefs d'État et de gouvernement se sont entendus pour exclure les dictateurs de leur club. Une « interruption inconstitutionnelle de l'ordre démocratique » constituera un motif d'exclusion de la grande famille des Amériques et de leur future zone de libre-échange.

Il n'y a pas si longtemps, la majorité des pays d'Amérique latine étaient dirigés par des juntes militaires. En signant la déclaration de Québec, ces pays tournent symboliquement le dos à ce passé et se prémunissent contre d'éventuels hoquets de l'histoire. Le geste est important. Mais est-ce assez pour faire triompher la démocratie de la Terre de Baffin à la Terre de Feu ? Sûrement pas.

Même s'ils ont tous été élus par leurs populations respectives, plusieurs des chefs d'État présents à Québec dirigent des pays qui répondent difficilement à une définition le moins bien nuancée de la démocratie. En Haïti, le processus électoral boiteux enlève toute légitimité au président Aristide qui, dans la foulée de la rencontre de Québec, sera placé sous haute surveillance dans les prochains mois.

Mais une bonne douzaine d'autres pays où « l'ordre démocratique constitutionnel » n'a pas été rompu bafouent systématiquement les droits et libertés de leurs citoyens. Exécutions extrajudiciaires, collusion de la police avec des groupes paramilitaires, corruption systémique — il y a des démocraties pour le moins chambranlantes dans la grande famille des Amériques.

La Déclaration de Québec prévoit bien confier à l'Organisation

des États Américains (OEA) la tâche de préparer une Charte démocratique interaméricaine qui définirait avec plus de précision les grands principes démocratiques auxquels adhèrent les 34 pays de la future ZLEA.

Cette Charte irait, dit-on, beaucoup plus loin que l'actuelle résolution 1080 qui sert de chien de garde démocratique à l'OEA. L'intention est bonne et le cas échéant, cette Charte pourrait effectivement contribuer à la démocratisation des Amériques. Mais tout dépend de la manière dont elle qualifiera la démocratie. Et de la prise concrète qu'elle aura sur les pays qui ne la respecteront pas. Ça reste donc à voir.

Autre signe positif : la Banque interaméricaine de développement s'est engagée ce week-end à respecter la clause démocratique et à ne plus prêter d'argent aux dictatures. C'est ce qu'on appelle un argument puissant en faveur de la démocratie.

Dans leur plan d'action, enfin, les « 34 » reconnaissent avec raison que les inégalités économiques criantes constituent une des entraves les plus sérieuses à la santé démocratique de l'hémisphère occidental. Et ils promettent toute une série d'actions pour effacer ces inégalités et réduire le taux de pauvreté de 50 % d'ici 2015.

Tant de bonnes idées, et pourtant, on reste sur notre faim. Pourquoi ? Sans doute parce que les 34 États se sont engagés dans un double processus. D'un côté, on négocie le futur accord commercial. De l'autre, on se livre à des réflexions nécessaires sur la pauvreté, le développement ou la démocratie.

Les deux démarches sont parallèles et exception faite de la « clause démocratique » qui détermine les conditions d'adhésion à la future ZLEA, les préoccupations sociales ont peu de chances d'être intégrées dans le texte du futur traité. Or, en bout de ligne, celui-ci risque d'avoir plus de poids que les meilleures intentions du monde.

Le saccage

Samedi, en début de soirée, des jeunes rassemblés devant l'hôtel de ville de Québec jouaient tranquillement du tam-tam. Debout sur le trottoir, le maire Jean-Paul L'Allier les observait d'un air attendri. Il faisait beau et les percussionnistes avaient du talent. M. L'Allier venait tout juste d'apprendre que tout allait bien dans Saint-Jean-Baptiste, ce quartier adjacent au périmètre de sécurité à l'intérieur duquel les 34 chefs d'État et de gouvernement des Amériques ont passé le week-end à discuter d'intégration économique et de démocratie. « Finalement, il n'y a pas eu tellement de casse », s'est-il félicité.

Quelques heures plus tard, tout a basculé. Refoulés par la police, les manifestants les plus radicaux, armés non pas de tam-tam mais de pierres ou de boules de billard, se sont dirigés vers le bas de la ville pour y allumer des feux, fracasser des vitrines et saccager tout ce qu'ils trouvaient sur leur passage.

Si les premières tentatives de renverser le « Mur de la honte » ont pu, par leur symbolisme, attirer une certaine sympathie, le saccage de la nuit de samedi ne pouvait susciter qu'un sentiment de désolation. Et il est devenu bien difficile de lire dans les motivations qui animaient les vandales autre chose que le pur désir de détruire.

Cet accès de violence était le fait d'une minorité. Mais il aura réussi à détourner l'attention de « l'autre » manif, la grande marche pacifique qui a attiré des milliers de participants. Il y avait, parmi ces derniers, des gens qui espéraient qu'en attirant l'attention du monde entier, les têtes brûlées les aideraient à passer leur message.

Mais en fait, avec leurs débordements hystériques et leur violence gratuite, les vandales ont lancé un boomerang qui risque de se retourner contre le mouvement antimondialisation, en lui aliénant une partie de l'opinion publique. Comment justifier qu'au nom d'une lutte sociale, on s'en prenne précisément à un quartier tradition-

nnellement pauvre qui a fait de gros efforts pour se remettre à flot ? Cette triste nuit a complètement détourné les manifestations de leur objet.

Même si on a noté quelques excès de zèle du côté de la police, même si celle-ci y allait peut-être un peu fort avec les gaz lacrymogènes, la réaction des forces de l'ordre a été somme toute mesurée compte tenu des circonstances. La réaction des organisateurs du Sommet des peuples et de la marche pacifique a, quant à elle, été pour le moins ambiguë. Il y a bien eu quelques condamnations de la violence. Mais en même temps, on a aussi envoyé quelques encouragements implicites. « Tous les choix sont bons, tous les choix nous rendent plus forts », a dit la présidente du Conseil des Canadiens, Maude Barlow, à ceux qui voulaient quitter la marche pacifique pour aller faire un tour du côté du périmètre de sécurité. Il y a quelques examens de conscience à faire dans les jours qui viennent...

Le mouvement antimondialisation a pourtant réussi à percer quelques brèches. De plus en plus, les chefs d'État parlent de « préoccupations légitimes » des citoyens face aux effets de la libéralisation des marchés lorsque celle-ci n'est pas accompagnée de mesures sociales. Samedi, il y a eu un embryon de dialogue entre un certain nombre de représentants de la société civile et les ministres du Commerce des Amériques. Un échange encore trop court, trop superficiel — mais qui n'en marque pas moins une première.

Au lieu de s'associer à des casseurs qui sabotent leurs efforts, les groupes qui militent en faveur d'une mondialisation à visage humain devraient investir ce nouveau champ d'action. Sinon, on n'aboutira qu'à une chose : le prochain sommet international se tiendra derrière des murs encore plus hauts et plus solides.

A. G.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Hôpitaux : quels critères ?

LE GOUVERNEMENT récompense la performance de gestion des hôpitaux, mais on ne détaille jamais les critères de sélection.

Récompense-t-on l'hôpital qui n'a pas dépassé son budget d'achat d'orthèses ou de pacemaker destinés aux patients, bien que les besoins soient réels et que l'on ne pouvait prévoir une augmentation des chirurgies cardiaques au moment du dépôt des budgets ? Demandez donc à l'Institut de cardiologie (qui a été pénalisé) combien de cas il a accepté à la suite de détournements provenant des autres hôpitaux.

Récompense-t-on l'hôpital qui gère si bien son urgence qu'il détourne les ambulances systématiquement lorsque sa capacité est atteinte au détriment du patient ? Quelle économie de temps supplémentaire, d'entretien, de pansements, etc.

Récompense-t-on l'hôpital qui, malgré l'urgence que commande l'opération d'un patient (cardiaque, diabétique ou cancéreux etc.), fera attendre de 3 à 4 mois pour ne pas dépasser ses prévisions budgétaires, sans considérer les conséquences sur l'état de santé de ce patient ?

Récompense-t-on l'hôpital qui ne remplace pas ses équipements

de diagnostic, en se disant qu'après tout, ces disciples d'Hippocrate ont tout de même été formés pour cela... et vive la médecine des années 60.

ANNE-MARIE MARCOTTE
 Montréal

Pauvres infirmières (et infirmiers) !

NOTRE BON ministre de la Santé, M. Rémy Trudel, veut maintenant donner plus de latitude aux infirmières en leur accordant le droit de poser des diagnostics dans le traitement des malades dans les hôpitaux et les cliniques. Je me demande bien où veut aller notre apprenti avec une telle mesure ! Ce n'est certes pas de cette manière qu'il va réussir à éclipser une des carences chroniques de notre système de santé. Par là, il ne fait qu'ajouter un élément important au fardeau de travail déjà très lourd des infirmières.

Comment donc une telle mesure peut-elle contribuer à augmenter le nombre des infirmières actives ? Il leur accorderait plus de responsabilités, et quand viendrait le temps de leur accorder une rémunération plus juste, il aurait probablement recours à une loi spéciale pour briser leurs moyens de pression... éventuelle-

ment, c'est-à-dire dans un contexte conflictuel. Il faut bien se rappeler que la situation actuelle est la conséquence directe des mesures prises par l'ex-ministre Rochon en leur offrant, comme aux médecins chevronnés et à beaucoup d'autres employés du système, des retraites dorées que les contribuables paient encore.

Par la suite, Mme Marois a fait de son mieux avec les moyens du bord pour tenter de réparer les pots cassés par son prédécesseur qui a véritablement été le principal artisan (avec M. Bouchard qui l'appuyait sans ambages) des départs massifs ayant causé la pénurie actuelle, non seulement d'infirmières mais aussi de médecins. Et maintenant, M. Trudel prétend être en mesure de faire de la magie en accordant un fardeau de travail plus lourd aux infirmières ! Il faut vraiment qu'il manque d'imagination. Il prétend même « jouer les professeurs » en présentant son système d'évaluation de la performance des administrateurs d'hôpitaux. Il prouve encore qu'il n'a rien compris de notre système de santé.

HERVÉ LAURIER
 Laval

VOUS VOULEZ NOUS ÉCRIRE ?
 Adresse électronique : edito@lapresse.ca



Manifestation des procureurs de la Couronne, devant le palais de justice de Montréal, pour protester contre leurs conditions de travail.

Appel à Bernard Landry

CLAUDE GIRARD

L'auteur est président de l'Association des substituts du procureur général du Québec.

Monsieur Bernard Landry, premier ministre du Québec, COMME VOUS LE savez sans aucun doute, les substituts du procureur général du Québec exercent une fonction quasijudiciaire de la plus haute importance au sein de l'appareil judiciaire au Québec. Toutefois, depuis plus de vingt ans, leurs conditions de travail demeurent tout à fait inadéquates et inacceptables comparées à celles des procureurs fédéraux et de ceux des autres provinces du Canada.

À ce jour, le Conseil du Trésor du Québec n'a jamais été en mesure de reconnaître pleinement cet état de fait et d'injecter les ressources nécessaires à une saine administration de la justice au Québec.

Le gouvernement du Québec a toujours refusé aux

substituts du Procureur général le droit de négocier véritablement leurs conditions de travail alors que ce droit est reconnu par les conventions internationales, et alors que les organismes chargés d'appliquer les dites conventions ont déjà recommandé au gouvernement du Québec, dans le cas d'employés à qui le droit à la syndicalisation est refusée et aux salariés syndiqués qui n'ont pas un véritable droit de grève, de recourir à un tiers impartial et indépendant, mandaté pour établir leurs conditions de travail.

Après plusieurs mois de négociation et après avoir esquissé des pistes de solutions avec les négociateurs du ministère de la Justice, le Conseil du Trésor a refusé de valider les accords et a renvoyé les parties à la case départ. Monsieur le premier ministre, nous croyons que pour régler le conflit qui nous implique, une intervention rapide de votre part est absolument nécessaire afin de piloter ce dossier qui ne cesse de s'éterniser. Feu Robert Bourassa l'avait fait en 1987.

FORUM

« Nous nous engageons à faire de ce siècle le siècle des Amériques »

La Presse publie le texte intégral de la déclaration finale de Québec cosignée par les 34 chefs d'État et de gouvernement au III^e Sommet des Amériques.

« Nous, les chefs d'État et de gouvernement démocratiquement élus des Amériques, réunis à Québec, à notre troisième Sommet, renouvelons notre engagement à l'égard de l'intégration hémisphérique et de la responsabilité nationale et collective quant à l'amélioration du bien-être économique et de la sécurité de nos peuples. Nous avons adopté un plan d'action visant à renforcer la démocratie représentative, promouvoir la saine gestion des affaires publiques et protéger les droits de la personne et les libertés fondamentales.

« Nous cherchons à créer une plus grande prospérité et à élargir les débouchés économiques tout en favorisant la justice sociale et le développement du potentiel humain.

« Nous réaffirmons notre engagement ferme à l'égard des principes et des objectifs des Chartes des Nations unies et de l'Organisation des États américains (OEA) et notre adhésion à celles-ci.

« La diversité et la richesse de nos traditions offrent des possibilités sans pareille pour la croissance et pour le partage des expériences et du savoir de même que pour la création d'une famille à l'échelle de l'hémisphère, au nom d'un ordre international plus juste et démocratique. Pour y parvenir, nous devons relever les défis inhérents aux différences de taille et de niveau de développement social, économique et institutionnel dans nos pays et dans notre région.

« Nous avons progressé dans la mise en oeuvre des engagements collectifs que nous avons pris à Miami en 1994 et approfondis à Santiago en 1998. Nous reconnaissons la nécessité de continuer de remédier aux faiblesses de nos processus de développement et d'accroître la sécurité humaine. Nous sommes conscients qu'il reste beaucoup à faire si nous voulons que le processus du Sommet des Amériques ait sa place dans le cadre de la vie quotidienne de nos peuples et contribue à leur bien-être.

« Nous reconnaissons que les valeurs et les pratiques de la démocratie sont fondamentales pour l'atteinte de tous nos objectifs. Le maintien et le renforcement de l'état de droit et du respect scrupuleux du système démocratique sont à la fois un objectif et un engagement commun, ainsi qu'une condition essentielle de notre présence à ce Sommet et aux Sommets futurs. Par conséquent, toute altération ou interruption inconstitutionnelle de l'ordre démocratique dans un État de l'hémisphère constitue un obstacle insurmontable à la participation du gouvernement de cet État au processus du Sommet des Amériques. Tenant dûment compte des mécanismes hémisphériques, régionaux et sous-régionaux actuels, nous nous entendons pour tenir des consultations dans l'éventualité d'une interruption du système démocratique d'un pays participant au processus du Sommet.

Menaces à la démocratie

« Aujourd'hui, les menaces à la démocratie prennent diverses formes. Pour nous aider à les contrer, nous demandons à nos ministres des Affaires étrangères de préparer, dans le cadre de la prochaine assemblée générale de l'OEA, une Charte démocratique interaméricaine, laquelle renforcera les instruments de l'OEA pour la défense active d'une démocratie représentative.

« Notre engagement à l'égard du plein respect des droits de la personne et des libertés fondamentales est fondé sur des convictions et des principes partagés. Nous soutenons le renforcement et le perfectionnement de l'efficacité du système interaméricain des droits de la personne, qui inclut la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Nous chargeons la XXXI^e assemblée générale de l'OEA d'envisager une augmentation adéquate des ressources pour les activités de la Commission et de la Cour en vue d'améliorer les mécanismes des droits de la personne et de promouvoir la mise en application des recommandations de la Commission et le respect des jugements de la Cour.

« Nous réaffirmons notre engagement à l'égard du maintien de la paix et de la sécurité grâce au recours efficace à des modes hémisphériques de règlement pacifique des différends et à l'adoption de mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité. Nous appuyons et saluons les efforts déployés par l'OEA à ce propos. Nous réaffirmons notre pleine adhésion au principe qui oblige les États à s'abstenir de recourir à la menace ou à la force, en conformité avec le droit international. Fidèles aux principes du droit humanitaire international, nous condamnons énergiquement les attaques menées contre les populations civiles. Nous prendrons toutes les mesures à notre disposition pour que les enfants de nos pays ne participent pas à des conflits armés et nous condamnons l'utilisation d'enfants par des forces irrégulières. Nous réitérons que la subordination constitutionnelle des forces armées et des forces de sécurité aux autorités civiles légalement constituées de nos pays ainsi que le respect de l'état de droit de la part de toutes les institutions nationales et tous les secteurs de la société sont fondamentaux pour la démocratie. Nous nous efforçons de limiter les dépenses militaires, tout en maintenant les effectifs correspondants à nos besoins légitimes en matière de sécurité, et nous encourageons une meilleure transparence dans les acquisitions d'armes.

« Nous réitérons notre engagement à faire

face aux nouvelles menaces multidimensionnelles à la sécurité de nos sociétés. Soulignons parmi celles-ci, le problème mondial de la drogue et les crimes s'y rattachant, le trafic illicite et l'usage criminel des armes à feu, le danger croissant que représente le crime organisé et le problème général de la violence dans nos sociétés. Reconnaissons que la corruption mine les valeurs démocratiques fondamentales, ébranle la stabilité politique et nuit à la croissance économique, et de ce fait, menace les intérêts vitaux dans notre hémisphère, nous nous engageons à raviver notre lutte contre la corruption. Nous reconnaissons également la nécessité d'améliorer les conditions favorables à la sécurité humaine à l'échelle de l'hémisphère.



Le président américain George W. Bush pointe du doigt le maire de Québec Jean-Paul L'Allier tout en répondant aux questions des journalistes, après une réunion avec le président mexicain Vicente Fox et le premier ministre canadien Jean Chrétien.

Photo PC ©

« Nous renouvelons notre engagement à l'égard de la mise en oeuvre totale de la Stratégie antidrogue de l'hémisphère, fondée sur les principes de la responsabilité partagée, d'une approche globale et équilibrée, et d'une coopération multilatérale. Nous saluons le développement du Mécanisme multilatéral d'évaluation et réaffirmons notre engagement à faire de ce mécanisme unique au monde un des piliers centraux d'une coopération hémisphérique efficace dans le contexte de la lutte contre l'ensemble des facteurs qui constituent le problème mondial de la drogue. Nous exprimons notre soutien aux programmes de développement alternatif efficaces visant à éradiquer la culture illicite et nous nous efforçons de faciliter l'accès au marché pour les produits qui résultent de ces programmes.

« Nous reconnaissons que le VIH-sida constitue une autre menace importante à la sécurité de nos peuples. Nous sommes unis dans notre détermination à adopter des stratégies multisectorielles et à développer notre coopération afin de lutter contre cette maladie et ses conséquences.

« Nous réaffirmons l'importance d'un ordre judiciaire indépendant et notre détermination à garantir l'égalité d'accès à la justice et une administration opportune et impartiale de celle-ci. Nous nous engageons à accroître la transparence à tous les paliers gouvernementaux.

Des économies libres et ouvertes

« Des économies libres et ouvertes, l'accès aux marchés, des mouvements d'investissements soutenus, la formation de capital, la stabilité financière, des politiques publiques appropriées, l'accès à la technologie ainsi que le développement et la formation des ressources humaines sont essentiels pour réduire la pauvreté et les inégalités, élever les niveaux de vie et promouvoir le développement durable. Nous collaborerons avec tous les secteurs de la société civile et avec les organisations internationales pour faire en sorte que les activités économiques contribuent au développement durable de nos sociétés.

« Nous saluons les progrès importants réalisés à ce jour quant à la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), y compris l'élaboration d'un avant-projet d'accord de la ZLEA. Tel que convenu lors du Sommet de Miami, le libre-échange, exempt de subventions et de pratiques déloyales, accompagné d'un flux croissant d'investissements productifs et d'une plus grande intégration économique, encouragera la prospérité à l'échelle régionale, permettant ainsi d'élever le niveau de vie, d'améliorer les conditions de travail des peuples des Amériques et de mieux protéger l'environnement. La décision de rendre public l'avant-projet de l'Accord de la ZLEA démontre clairement notre engagement collectif à l'égard de la transparence et d'une communication accrue et soutenue avec la société civile.

« Nous demandons à nos ministres de s'assurer que les négociations relatives à l'Accord de la ZLEA soient conclues au plus tard en janvier 2005, et de voir à son entrée en vigueur le plus tôt possible ou au plus tard en décembre 2005. Ceci constituera un des éléments clés favorisant la croissance économique et la prospérité à l'échelle de l'hémisphère, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs généraux du Sommet. L'Accord doit être équilibré, global et conforme aux principes et disciplines de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et constituera un engagement unique. Nous accordons

beaucoup d'importance à l'élaboration d'un accord qui tienne compte des différences de taille et de niveau de développement des économies participantes.

« Nous reconnaissons le défi que représente la gestion de l'environnement dans l'hémisphère. À cet effet, nous demandons à nos gouvernements de s'engager à renforcer la protection de l'environnement et l'utilisation durable des ressources naturelles en vue d'établir un équilibre entre le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement, ceux-ci étant des éléments interdépendants qui se renforcent mutuellement. Notre objectif est d'atteindre un développement durable dans l'ensemble de l'hémisphère.

instruite et une main-d'oeuvre qualifiée. Nous avons convenu d'une série de politiques visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité par l'intermédiaire de la formation des enseignants, l'enseignement des valeurs civiques et l'utilisation des technologies de l'information à la fois dans nos salles de classe et pour mesurer les progrès réalisés vers l'atteinte de ces objectifs. De meilleures politiques en matière d'éducation et un investissement accru dans nos systèmes d'éducation aideront à réduire la disparité des revenus et à combler le fossé technologique dans notre hémisphère.

Brancher nos peuples sur Internet

« Les efforts que nous déployons collectivement à l'échelle de l'hémisphère seront plus efficaces grâce à l'utilisation novatrice des technologies de l'information et des communications pour brancher nos gouvernements et nos peuples et pour partager les connaissances et les idées. Notre Déclaration sur la connectivité souligne cette conviction.

« Nous soulignons que la bonne santé et l'égalité d'accès aux soins médicaux, à des services de santé et à des médicaments à un coût abordable sont essentiels au développement humain et à l'atteinte de nos objectifs politiques, économiques et sociaux.

« Nous réitérons notre engagement à l'égard de la protection des droits de la personne et des libertés fondamentales de tous, y compris ceux qui sont vulnérables, marginalisés, handicapés ou qui ont besoin d'une protection particulière. Nous sommes déterminés à mettre fin à toute forme de discrimination, dont le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et autres formes connexes d'intolérance dans nos sociétés, ainsi qu'à promouvoir l'égalité des sexes et à atteindre la pleine participation de tous à la vie politique, économique, sociale et culturelle de nos pays.

« Nous nous efforçons de nous assurer que les résultats issus du Conclave des peuples autochtones des Amériques, tenu au Guatemala, et du Sommet des peuples autochtones des Amériques, tenu à Ottawa, seront prises en considération dans la mise en oeuvre de la Déclaration et du Plan d'action du Sommet des Amériques. Nous appuyons les efforts déployés pour permettre la conclusion hâtive et fructueuse des négociations concernant le projet de Déclaration américaine sur les droits des peuples autochtones, laquelle favorisera et protégera leurs droits humains et leurs libertés fondamentales.

« Nous considérons que la diversité culturelle qui caractérise notre région est source de grande richesse pour nos sociétés. Le respect et la valorisation de cette diversité doivent constituer un facteur de cohésion qui fortifie le tissu social et le développement de nos nations.

« C'est à nos gouvernements qu'incombe la principale responsabilité de la coordination et de la mise en oeuvre du Plan d'action ci-joint. Les rencontres ministérielles donnent d'importants résultats en appui aux mandats des Sommets. Nous continuerons à développer cette coopération.

« Nous apprécions le soutien actif de l'Organisation des États américains et de ses organes spécialisés, notamment l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et l'Institut interaméricain de l'enfant, ainsi que la Banque interaméricaine de développement, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Banque mondiale. Nous invitons ces institutions et d'autres organisations régionales et internationales à développer une plus grande coordination pour le soutien à la mise en oeuvre et au suivi du Plan d'action de ce Sommet.

« L'OEA joue un rôle central dans la mise en oeuvre des décisions des Sommets des Amériques. Nous chargeons nos ministres des Affaires étrangères de faire avancer et approfondir, lors de la prochaine Assemblée générale, le processus de réformes au sein de l'OEA, soutenu par des ressources appropriées, afin d'améliorer le fonctionnement de l'Organisation et de lui permettre de mieux mettre en oeuvre les mandats du Sommet.

La contribution de la société civile

« Nous accueillons avec satisfaction et apprécions les contributions de la société civile à notre Plan d'action, incluant des associations des chefs d'entreprises et des syndicats. Nous affirmons que l'ouverture et la transparence sont vitales à la sensibilisation du public et à la légitimité de nos travaux. Nous faisons appel à tous les citoyens des Amériques afin qu'ils contribuent au processus des Sommets.

« Nous, les chefs d'État et de gouvernement des Amériques, avons accepté l'offre du gouvernement de la République argentine de recevoir le IV^e Sommet des Amériques.

« La raison d'être des Sommets des Amériques est de servir les peuples. Nous devons mettre au point des solutions efficaces, pratiques et solidaires, pour répondre aux problèmes auxquels sont confrontés nos sociétés. Nous ne craignons pas la mondialisation et ne sommes pas aveuglés par son éclat. Nous sommes unis dans notre détermination à léguer aux générations futures un hémisphère démocratique et prospère, plus juste et généreux, un hémisphère où personne n'est laissé pour compte. Nous nous engageons à faire de ce siècle le siècle des Amériques. »

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
23 avril 2001

Page A18 manquante